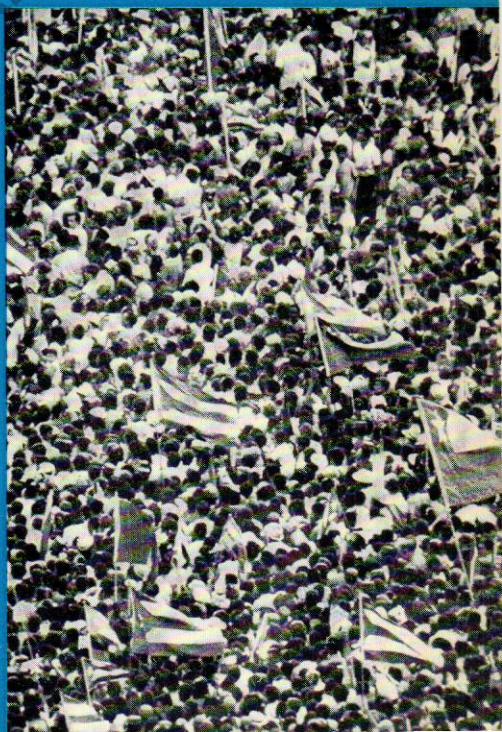


30 ANNÉES AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

26ème Session
du
Conseil Général
de la FSM

Paris,
7–9 octobre
1975



TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Hejat Firuz Başlı

30 ANNEÉS AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

26ÈME SESSION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA FSM
(PARIS, 7—9 OCTOBRE 1975)

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI



FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

SOMMAIRE

Introduction 5

1945—1975: Trente années de la FSM au service des travailleurs (Rapport sur le Ier. point de l'ordre du jour présenté par Enrique Pastorino, Président de la FSM) 8

A mi-chemin entre le VIIIème et le IXème Congrès Syndical mondial. Les perspectives nouvelles pour un déploiement encore plus large de l'activité, de l'action et du rayonnement de la FSM (Rapport sur le 2e. point de l'ordre du jour présenté par Pierre Gensous, Secrétaire général de la FSM) 18

Conclusions du Secrétaire général de la FSM 47

Messages à la CISL et à la CMT 51

Déclarations et résolutions 53

30 années de lutte pour l'unité, le progrès social, les libertés et la paix
Déclaration sur la solidarité ouvrière internationale
Pour la mise en liberté de Luis Corvalán et de tous les détenus politiques chiliens
Résolution sur le Portugal
Déclaration de solidarité avec le peuple et les travailleurs espagnols
Résolution sur le Proche et Moyen-Orient

Télégrammes 60

Décisions 61

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI · TÜSTAV ARŞİVİ

INTRODUCTION

Ponctuant une période de trente années d'existence de la FSM, la 26e Session de son Conseil Général, tenue du 7 au 9 octobre 1975 à Paris, était appelée à marquer une étape importante de son évolution. Cette session, à laquelle ont participé 27 organisations syndicales non adhérentes à la FSM, a prouve une fois de plus que sa ligne générale, et en particulier sa volonté d'ouverture à tous les courants syndicaux, trouve un large écho parmi les syndiqués de toutes les régions et de tous les pays du monde.

L'ordre du jour comportait deux points essentiels: un rapport intitulé «Trente années de la FSM au service des travailleurs», présenté par son président Enrique Pastorino, ainsi qu'un deuxième rapport, présenté par le secrétaire général de la FSM, Pierre Gensous, intitulé «A mi-chemin entre le VIIIe et le IXe Congrès Syndical Mondial. Les perspectives nouvelles pour un déploiement encore plus large de l'activité, de l'action et du rayonnement de la FSM».

Au cours des délibérations sur le contenu de ces deux rapports, 52 participants (tant parmi les représentants des organisations membres que de celles qui ont été invitées) ont pris la parole, et ont contribué ainsi à définir les grands axes d'orientation de la FSM à l'époque actuelle; époque marquée par la crise générale du système capitaliste. Tenant compte de toutes les propositions avancées dans les interventions, la 26e Session du Conseil Général de la FSM a mis un accent particulier sur l'organisation de la lutte contre les conséquences de la crise pour les travailleurs et insisté sur l'indispensabilité de l'unité du Mouvement syndical mondial pour assurer la pleine efficacité de cette lutte.

La discussion au cours de cette session du Conseil Général a mis aussi en évidence les possibilités nouvelles qui s'offrent à l'activité, au rayonnement et à l'influence de la FSM, possibilités déterminées — comme le soulignait dans ses conclusions le secrétaire général Pierre Gensous, par:

— la situation favorable actuelle sur le plan intersyndical;
— l'analyse de classe que nous faisons de cette situation;
— les solutions que nous avançons et qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs et des peuples;
— notre capacité pour la mise en oeuvre de ces solutions.

Un autre mérite des débats de cette session consiste dans le fait qu'ils ont mis en évidence un bon nombre de points convergents dans les revendications qui pourraient et devraient être avancées et appuyées tant par la FSM que par la CISL et la CMT. A mentionner en particulier:

— la défense des droits syndicaux et démocratiques qui sont bafoués par le fascisme et le racisme;
— l'action contre l'activité néfaste des sociétés multinationales;
— l'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, tel que l'a défini l'ONU.

Le Conseil Général de la FSM a mis l'accent sur ces possibilités d'action communes dans les messages qu'il a ensuite adressés aux organes dirigeants de la CISL et de la CMT. Celle-ci d'ailleurs (plus précisément le 37e Conseil de la CMT, siégeant parallèlement à Blankenberg, en Belgique) confirmait sa volonté de profiter de ces possibilités dans un message adressé aux participants du Conseil Général de la FSM, dans lequel elle souhaite, entre autres, «un développement d'actions solidaires du mouvement des travailleurs pour leur libération en tous domaines».

TUTKIMUSKESKUS ARSENAALI

Les débats de cette 26e Session du Conseil Général de la FSM, liés avec le 30ème anniversaire de sa création, étaient suivis avec une grande attention dans de nombreux pays et par les diverses organisations progressistes du monde entier qui ont hautement apprécié les succès de la FSM acquis pendant ses trente années d'activité aux services des travailleurs. Cette haute appréciation s'est trouvée confirmé par les multiples messages adressés à la présidence du Conseil Général.

Les documents adoptés par la 26ème Session du Conseil Général de la FSM, présentés sur les pages suivantes de cette brochure, constituent un vaste et important programme de travail, tenant compte de toutes les considérations mises à jour au cours de ses débats, tant celles qui ressortent du contenu des interventions que celui des messages reçus à l'occasion du 30e anniversaire de notre Fédération Syndicale Mondiale. D'autre part, le Conseil Général a fortement souligné que les possibilités de réaliser ce programme n'ont, elles aussi, jamais été aussi propices qu'actuellement. «Nous saurons — comme le disait Pierre Gensous dans son discours concluant des débats de cette session — les exploiter au maximum afin que notre grande et belle Fédération soit toujours plus au service des travailleurs et des grandes causes de l'humanité».

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

MESSAGES ADRESSES AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA FSM

A l'occasion de son 30ème anniversaire, la FSM a reçu de nombreux messages de la part de L. Brejnev, secrétaire général du CC du Parti Communiste d'Union Soviétique; Fidel Castro, Premier secrétaire du CC du Parti Communiste cubain; Edward Gierek, Premier secrétaire du CC du Parti ouvrier unifié polonais; Yu. Tsedenbal, Premier secrétaire du CC du Parti populaire et révolutionnaire de Mongolie; Yassir Arafat, Président de l'Organisation de la libération de Palestine; Rodney Arismendi, Premier secrétaire du CC du Parti Communiste uruguayen; Volodia Teitelboim, membre de la Commission politique du Parti Communiste chilien; de la Confédération Mondiale du Travail, de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, de l'Organisation Internationale des Journalistes, de différentes centrales syndicales affiliées et amies, des organisations syndicales régionales et locales de divers pays, des collectifs d'entreprises, etc.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI VAKFI

1945 — 1975

TRENTE ANNÉES DE LA FSM AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Rapport sur le premier point de l'ordre du jour présenté par
ENRIQUE PASTORINO
Président de la FSM

TÜRKİYE SOSYAL ARAŞTIRMA VAKFI

Chers camarades,

La présente session du Conseil Général a été convoquée spécialement de façon à coïncider avec le trentième anniversaire de la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale, dans l'intention de mettre en lumière cet événement dans toute son importance, et de le célébrer précisément dans la ville qui a vu naître notre organisation mondiale, à Paris.

Cet anniversaire est pour nous, sans aucun doute, un motif de commémoration. Nous rendons un hommage ému à ceux qui ont consacré leurs efforts dévoués à la cause de l'unité des travailleurs et qui ont mis toutes leurs capacités au service de sa constitution organique en ce 3 octobre historique de 1945, et par la suite, tout au long des années, au travail de consolidation et de croissance de notre organisation mondiale, ainsi qu'à son action permanente pour la défense des intérêts des travailleurs. Les noms de Louis Saillant, Benoît Frachon, Shafie Ahmed El Sheikh, Giuseppe Di Vittorio, Renato Bitossi, Agostino Novella, Vincente Lombardo Toledano, Lazaro Pena et de tant d'autres qui, malheureusement, ne se trouvent pas avec nous aujourd'hui pour célébrer cet anniversaire, resteront à jamais dans les annales du mouvement syndical mondial.

Mais, par ailleurs, le 30e anniversaire de notre FSM doit donner lieu à une réflexion sur les expériences du processus qui a culminé par la fondation de notre organisation et des années qui ont suivi. Il doit avant tout servir à souligner le trait fondamental de toutes ces expériences si précieuses du mouvement syndical mondial:

l'importance de l'unité, sa valeur inestimable, son caractère d'arme décisive des travailleurs dans leur lutte pour l'émancipation économique, politique et sociale, qui est le signe caractéristique de notre siècle.



Le siège de la Confédération Générale du Travail (CGT) à Paris, lors de la 26ème session du Conseil général de la FSM. Les pancartes rappellent deux dates importantes: celle de la création de la CGT (1895) et celle de la FSM (1945).



Présidence de la 26ème session du Conseil Général de la FSM. De droite à gauche: Karel Hoffman, président du CC des syndicats tchécoslovaques et vice-président de la FSM; Pierre Gensous, secrétaire général de la FSM; Georges Séguy, secrétaire général de la CGT de France; Enrique Pastorino, président de la FSM; S. A. Dange, secrétaire général de l'AITUC et vice-président de la FSM; Romain Vilon-Guezo, secrétaire général de l'UNSTD (Dahomey) et Larissa Monteanu, secrétaire du conseil central de l'Union des syndicats de Roumanie.



Vue de la salle de séances lors du discours d'ouverture du président de la FSM, Enrique Pastorino.





Minute de silence à la mémoire de ceux qui ont contribué au succès de la FSM.



Délégation des syndicats soviétiques avec: Vasili Prokhorov et Piotr Pimenov, secrétaires du CCSS, Nikolai Ananiev, chef adjoint du Département international du CCSS.



Représentants de la CGT de France: Georges Séguy, son secrétaire général et René Duhamel, secrétaire.



Vue partielle de la salle de séances: Au premier plan: la délégation de l'Intersyndicale du Portugal avec son secrétaire, Alvaro Rana.



Les représentants des syndicats vietnamiens avec: Hoang Quod Viet, président de la Fédération des Syndicats du Vietnam, et Huynh Van Tam, membre du CE de la Fédération des Syndicats pour la Libération du Sud-Vietnam.



Parmi les représentants des syndicats des pays socialistes, on peut voir: Micho Michev, président du Conseil central des syndicats bulgares; Sandor Gaspar, secrétaire général du Conseil central des syndicats de Hongrie. Au second plan: Henri Krasucki, secrétaire de la CGT de France.



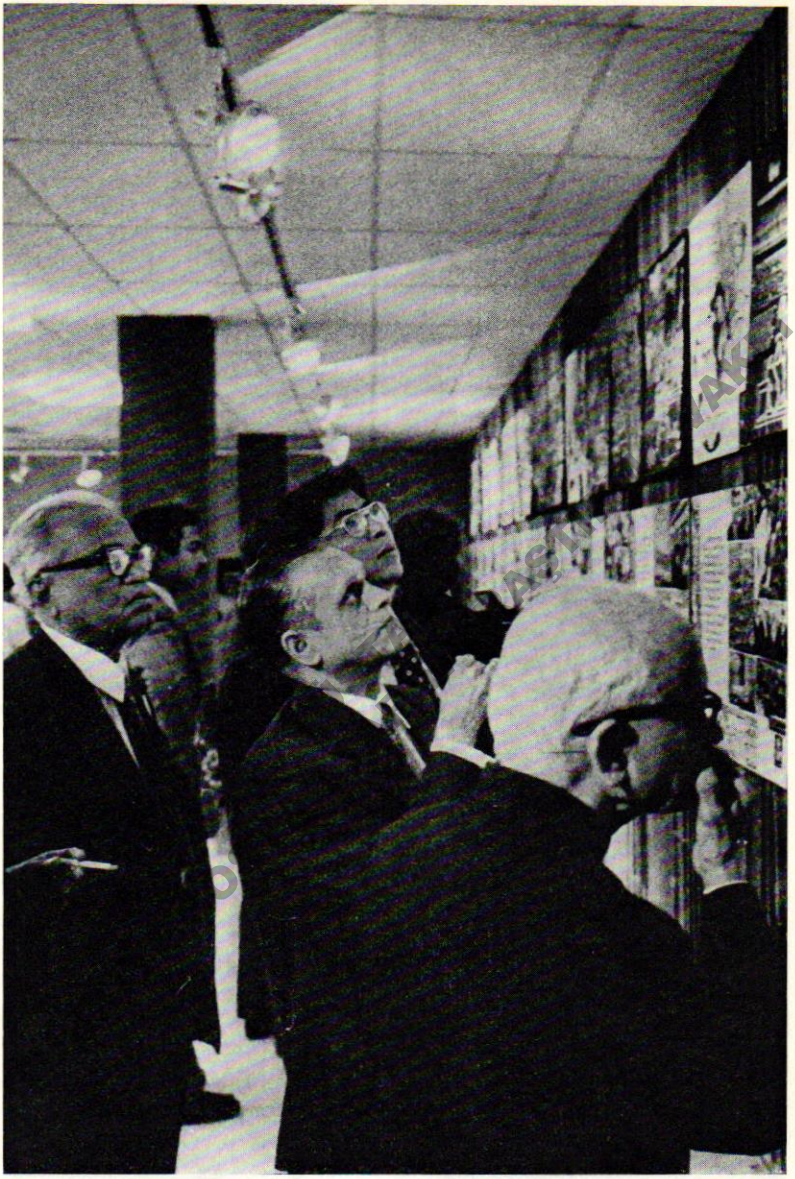
Les représentants des syndicats japonais avec Kazno Konda, président de ZENIYCHIVO et Tekeshi Takamashi, vice-président du SOHYO.



Dans les couloirs, les représentants africains: Romain Vilon-Guezo et Barnabé Adétonah (Dahomey).



Les représentants des syndicats de divers pays du monde, parmi eux, ceux d'une trentaine de syndicats non-affiliés à la FSM venus pour apporter leur soutien à ses mots d'ordre et fêter son 30ème anniversaire.



Les participants s'intéressent à l'exposition illustrant les 30 années de luttes de la FSM. Au premier plan: les délégués de l'AITUC.

L'EXPÉRIENCE DE L'UNITÉ SYNDICALE ET LA CRÉATION DE LA FSM

La Conférence-Congrès de 1945 à Paris, qui a donné naissance à notre FSM, a été le résultat d'un long processus au cours duquel les travailleurs ont pris de plus en plus conscience de la nécessité de s'unir pour atteindre les objectifs maximaux de leur luttes. Cette prise de conscience a été accélérée de manière décisive par l'impact de la deuxième guerre mondiale, par la lutte anti-fasciste des peuples et la victoire sur le nazisme, qui a entraîné des changements fondamentaux dans le rapport des forces dans le monde, faisant pencher la balance en faveur de la paix et du progrès.

On ne pourrait comprendre dans toute son ampleur le pas fait par le mouvement syndical lorsqu'il a constitué la FSM, si l'on ne tenait compte du cadre historique dans lequel se situe cet événement. L'Allemagne nazie et ses alliés avaient été vaincus par les forces patriotiques des peuples, en une lutte héroïque dans laquelle le rôle principal a été joué par l'Union Soviétique. A la fin de la guerre, de nombreux pays s'acheminèrent vers la construction d'une société nouvelle. Le mouvement des peuples opprimés pour la libération nationale et la liquidation des anciens empires coloniaux a pris naissance. Parmi de larges secteurs dans beaucoup de pays s'est affirmée la conscience de la nécessité de préserver la paix, d'éviter une nouvelle hécatombe, de supprimer pour toujours le fascisme et l'oppression et de construire une société juste. En un mot, la victoire sur le fascisme en 1945 a consolidé les positions des partisans de la paix et du progrès dans le monde entier, elle a conditionné les changements ultérieurs et, sur le plan particulier du mouvement syndical, elle a cimenté les idées de l'unité autour d'un programme de défense des intérêts des travailleurs, démocratique, pour la paix, le progrès et le bien-être.

Avec l'amère expérience de la deuxième guerre mondiale, les travailleurs ont compris que, dans les années dramatiques qui l'ont précédée, leur division et la faiblesse de certains dirigeants furent également des facteurs qui ont précipité l'apogée du fascisme et le déclenchement de la conflagration la plus sanglante qu'ait connue l'histoire. Dans le cadre général de la crise du capitalisme, de la naissance et du développement du fascisme et de la menace de guerre dans la décennie des années 30, l'existence de trois centrales internationales avec de nettes différences idéologiques, le réformisme qui prédominait dans des secteurs d'influence du mouvement syndical, tout cela a empêché les travailleurs d'affronter avec succès la crise et de jouer un rôle décisif dans l'évolution des événements. Néanmoins, nous pouvons observer alors comment, alors que s'accentuaient les contradictions et les effets de la crise du capitalisme, croissait en même temps la force des courants unitaires au sein du mouvement syndical.

Ce sont les années tragiques où la République Espagnole a résisté avec héroïsme contre les attaques de la contre-révolution et l'agression nazie-fasciste. En 1938, c'est l'Accord de Munich; en 1938, l'occupation de la Tchécoslovaquie, la défaite des forces populaires en Espagne. La guerre n'a pu être évitée. La division syndicale persiste.

Au milieu de l'affrontement historique des peuples au fascisme, durant la deuxième guerre mondiale, le processus unitaire sous forme de contacts bilatéraux s'est poursuivi. Les premiers contacts entre le TUC britannique et le Conseil Central des Syndicats Soviétiques ont été pris déjà en 1941. En 1944, l'objectif de la préparation d'une conférence syndicale mondiale gagne du terrain.

Comme on le voit, les canons de la guerre ne s'étaient pas encore tus et déjà le mouvement syndical ressentait la nécessité, l'urgence de l'unité

DOCUMENTACIÓN SINDICAL CGT-FO

à l'échelle mondiale. Les rencontres et les comités syndicaux bilatéraux ont joué un rôle très important dans l'affermissement des courants unitaires du mouvement syndical et du processus même de l'unité organique. Les expériences alors acquises gardent encore aujourd'hui leur valeur et peuvent nous être utiles dans nos efforts unitaires déployés dans les conditions actuelles.

Lorsqu'en février 1945 s'est réunie à Londres la première session de la Conférence Syndicale Mondiale, étaient déjà données les conditions objectives pour réaliser l'unité organique du mouvement syndical, prémisses de sa force et garantie des victoires futures. Malgré quelques difficultés venant des différences idéologiques et des manoeuvres anti-unitaires menées surtout par l'AFL, cette conférence a signifié un pas décisif vers la création d'une seule centrale mondiale, comme reflet des aspirations des grandes masses des travailleurs. La participation même (représentant 50 millions de travailleurs de 35 pays), avec les difficultés découlant de la guerre mondiale encore en plein déchaînement, donne une idée de l'importance de cette Conférence, des espérances avec lesquelles les organisations syndicales et les travailleurs du monde entier considéraient le processus accéléré d'unité.

Enfin, la Conférence de Paris, réunie en septembre et octobre 1945, fut le point culminant de tout ce processus. Y ont participé 272 délégués, représentant 64 millions de travailleurs de 56 pays. Dans des conditions historiques plus favorables résultant de la victoire sur le fascisme, cette Conférence fut une grande victoire de l'unité, donnant lieu à un grand événement dans l'histoire du mouvement syndical mondial par l'adoption, le 3 octobre 1945, des Statuts de la Fédération Syndicale Mondiale et en transformant cette conférence en Ier Congrès Syndical Mondial.

A l'occasion de la célébration, en 1960, du 15ème anniversaire de la FSM, le camarade Louis Saillant, personnalité inséparable de l'histoire de notre organisation, a pu dire:

«La FSM, c'est l'enfant de l'unité, de la lutte commune des travailleurs contre le fascisme, de la volonté de construire la paix et de libérer les peuples coloniaux, de la lutte pour de meilleures conditions de vie, du combat contre les monopoles exploiteurs et fauteurs de guerre». La FSM a toujours signifié et signifiera toujours fidélité aux principes d'unité de 1945».

LES IDÉES DU CONGRÈS DE PARIS SONT TOUJOURS VALABLES

Les idées qui, comme nous l'avons dit, ont donné naissance à la Fédération Syndicale Mondiale, restent encore aujourd'hui pleinement en vigueur, adaptées bien entendu aux nouvelles conditions dans le monde et, en particulier, en ce qui concerne les luttes des travailleurs.

Ces idées trouvent leur expression concrète dans les résolutions de la Conférence-Congrès de Paris de 1945, dans le Préambule et les Statuts de la FSM, qui constituent un véritable programme d'action du mouvement syndical. Le fait que ledit Préambule n'ait souffert que quelques modifications au cours des diverses réformes introduites dans les Statuts par la FSM, démontre éloquememnt, d'une part, la clairvoyance de leurs auteurs et, d'autre part, la fidélité de la FSM aux principes unitaires qui la guident.

Rappelons les points essentiels de ce programme d'action:

● L'élimination définitive du fascisme, dont les crimes dans la deuxième guerre mondiale avaient soulevé l'indignation de tous les hommes

progressistes, conduisant à la formation d'un vaste front mondial antifasciste.

- La lutte pour la paix et contre les causes des guerres.
- La lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.
- L'élimination du système colonial, le droit à l'autodétermination des peuples et à l'indépendance nationale.
- La lutte contre le retard économique.
- La revendication de la représentation du mouvement syndical dans les institutions inter-gouvernementales, créées à ce moment ou en voie de création (l'ONU et ses organisations spécialisées, outre l'OIT, créée bien auparavant et où était déjà posée, du fait de sa structure tripartite, la représentation des travailleurs).
- Le développement de la solidarité et de l'unité syndicale, à l'échelle nationale et internationale.

La FSM, à sa création, est née sur la base de quatre principes fondamentaux d'organisation: son caractère unitaire, universel, démocratique et de classe. Ces principes ont toujours, jusqu'à présent, régi son activité.

Chacun des points contenus dans le programme de Paris pourraient être adoptés de nouveau par la FSM à l'heure actuelle. Nous verrons un peu plus loin comment, au cours de ces trente années, la FSM est toujours restée fidèle à ces idées, dans la lutte pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs, pour la paix, le bien-être et le progrès social. La lutte contre le fascisme dans ses, formes contemporaines, comme au Chili, en Espagne, et dans d'autres pays soumis à des dictatures et à la répression, la solidarité avec les travailleurs et les peuples en lutte contre l'action des monopoles et l'impérialisme, pour un développement indépendant, contre les effets de la crise du monde capitaliste, la lutte pour la paix et contre les véritables fauteurs de guerres, ainsi que la lutte pour l'unité de la classe ouvrière, continuent à être les principes qui guident l'activité de la FSM jusqu'à ce jour. Et la revendication d'une représentation juste du mouvement syndical dans les institutions inter-gouvernementales et chaque fois que se traitent des questions décisives pour la vie des travailleurs, reste aujourd'hui encore une exigence que la FSM ne cesse de formuler de nouveau. Il en est de même en ce qui concerne la solidarité avec les travailleurs en lutte pour leurs salaires, pour l'emploi, les droits syndicaux et démocratiques, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et pour un avenir meilleur.

TRENTE ANNÉES DANS LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

Un aperçu sur les trente années de vie de la FSM nous montre les riches expériences accumulées au cours de la lutte permanente dans la défense des travailleurs. L'histoire de notre organisation a pleinement confirmé la justesse et l'extrême importance du pas fait par le mouvement syndical mondial en 1945. Etudier cette histoire nous permettra de mieux comprendre le rôle de la FSM dans les luttes de la classe ouvrière, ainsi que les tâches actuelles du mouvement syndical.

Dans le présent rapport, nous nous limiterons à donner à peine un cadre sommaire des événements à notre avis les plus importants de ces années, essayant de tirer les premières conclusions, conscients de ce que le sujet requiert une étude bien plus approfondie.

Une premième période de l'histoire de la FSM va depuis sa fondation en 1945 jusqu'au IIe Congrès Syndical Mondial réuni à Milan

SUOMEN SOSIALIDEMOKRAATTINEN PUOLUEARKISTO

en 1949. C'est la période de consolidation organique de la nouvelle centrale mondiale. C'est la période où se modifie le rapport des forces dans le monde, résultat de la victoire sur le fascisme, qui ouvre de nouvelles expériences aux peuples et de nouvelles perspectives de progrès dans tous les domaines.

Peu après la fin de la guerre, l'impérialisme rompt la coalition antifasciste et, suite au discours du premier ministre britannique, Churchill, à Fulton, et sur la base de l'orientation donnée par le président Truman à la politique extérieure des Etats-Unis, la politique dite de «guerre froide» fait son apparition. C'est le temps d'importantes luttes des travailleurs pour les droits syndicaux, pour la satisfaction des revendications économiques, contre les répercussions de la crise économique, contre l'instabilité de l'emploi et pour de meilleures conditions de vie et de travail.

La FSM s'est établie à Paris et le mouvement syndical croît en force et gagne, par la création de la FSM, un instrument puissant pour consolider son unité et élever le niveau des luttes des travailleurs. La tâche fondamentale, durant cette période, est la consolidation organique de la FSM et la lutte pour l'application des décisions du Ier Congrès. La jeune organisation internationale doit affronter depuis le commencement toute une série de manoeuvres derrière lesquelles agissent les ennemis de l'unité. Cependant, diverses nouvelles affiliations sont venues grossir les rangs de la FSM.

Les manoeuvres ont abouti à une crise en 1949, mettant en cause l'existence même de l'organisation mondiale. Tous les efforts pour maintenir l'unité — et les annales conservées témoignent éloquemment des efforts et de la patience déployés par le noyau le plus lucide de la FSM — n'ont pu éviter la scission, qui s'est malheureusement produite aux dépens de tout le mouvement syndical du monde, en 1949.

Toutefois, l'objectif principal de la manoeuvre scissionniste n'est pas atteint par les ennemis de l'unité: la FSM survit à la crise, non seulement sa «mort» annoncée par certains ne se produit pas, mais elle réussit à consolider ses rangs et à tenir, en même temps, son IIe Congrès, qui a ratifié pleinement les décisions du Bureau Exécutif et la volonté de continuer sur le chemin tracé par le Congrès de Paris.

La période qui va du IIe au IVe Congrès, tenu à Leipzig en 1957 (après le IIIe, tenu à Vienne en 1953), est une période au cours de laquelle se sont consolidés de nouveaux régimes de démocratie populaire en Europe et en Asie, succès auxquels l'impérialisme a répondu par une violente contre offensive, qui s'est traduite par la guerre de Corée, la guerre d'Indochine, l'anti-communisme comme pierre angulaire de la division, et la politique de «guerre froide».

Les travailleurs doivent faire face à l'accentuation de l'exploitation capitaliste. Les grèves et toutes les formes d'action de masses se développent partout. Les luttes revendicatives ne se limitent pas à un pays ou à l'autre; elles englobent l'ensemble des pays capitalistes et dépendants. La hausse du coût de la vie se reflète dans les grandes mobilisations de masse.

A la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs et la solidarité avec leurs luttes s'ajoute la lutte pour la paix. La situation de tension dans le monde la justifiait: Les travailleurs ont éminemment intérêt à la sauvegarde de la paix, car ils sont les victimes principales de toutes les guerres et ils ont vécu l'expérience éloquente de la deuxième guerre mondiale.

Le processus de consolidation organique de la FSM a culminé en cette période par la création des Unions Internationales de Syndicats en tant que Départements Professionnels de la FSM. Le rôle que les UIS jouent

aujourd'hui et leur prestige croissant parmi les syndicats des diverses branches industrielles ont confirmé la justesse de l'idée de leur création.

Dans le domaine de l'unité syndicale, la FSM s'est fixée pour tâche de surmonter les conséquences de la scission de 1949. Toutefois, celle-ci est concrétisée en 1949 par la création de la CISL, dont le siège est à Bruxelles. La FSM devait affronter toutes sortes de persécutions, comme séquelles de la politique de «guerre froide»: elle est expulsée de son siège de Paris et, après une brève période de séjour à Vienne, elle est venue s'établir à son siège actuel, à Prague. En même temps, a surgi et s'est développé sur le plan syndical, le courant des syndicats autonomes, comme réaction à la division sur le plan international.

A cette époque difficile, la FSM a consacré de grands efforts au problème de l'unité syndicale et elle a organisé une vaste discussion à l'occasion de la session du Conseil Général de 1951 à Berlin, sur la base d'un important rapport du camarade Benoît Frachon. Vers la fin de cette période, entre 1955 et 1957, commencèrent à apparaître les signes d'un changement décisif sur le terrain de l'unité, et ce fut le début de la période d'ouverture et d'unité d'action qui culmine à présent.

Durant la periode entre 1957 et 1965, ponctuée de trois congrès (le IVe en 1957 à Leipzig, le Ve en 1961 à Moscou et le VIe en 1965 à Varsovie), le monde continuait à être soumis à de grandes tensions. Le trait caractéristique de cette époque est incontestablement l'effondrement des anciens empires coloniaux, la montée de la lutte anti-impérialiste, la proclamation de l'indépendance de beaucoup de nations et les positions progressistes de beaucoup de nouveaux gouvernements.

C'est l'époque du triomphe de la Révolution Cubaine, qui a signifié un changement qualitatif fondamental dans l'évolution des luttes de libération en Amérique Latine. Durant cette époque, des progrès irréversibles sont enregistrés dans les luttes des peuples du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique, contre l'impérialisme.

Face à la concentration accentuée du capital monopoliste, avec ses conséquences néfastes pour les conditions de vie et de travail des travailleurs, le mouvement syndical dirige, dans les pays capitalistes, d'importantes luttes contre les monopoles et l'exploitation.

Les travailleurs des pays socialistes obtiennent de grands succès dans l'édification d'une société nouvelle, sans exploités ni exploiteurs.

L'élement essentiel de la politique de la FSM c'est la solidarité permanente, désintéressée, quotidienne, envers les travailleurs et les peuples en lutte pour l'émancipation nationale et pour les revendications économiques et sociales des travailleurs.

En même temps, les activités de la FSM gagnent en ampleur et s'étendent à divers secteurs, tels que les femmes et la jeunesse travailleuse. Les UIS quant à elles développent d'importantes activités, où l'objectif de l'unité est présent dans toutes les initiatives. La Charte de la Sécurité Sociale et le Programme d'Action de la FSM ont été adoptés à cette époque, en tant qu'instruments de regroupement des travailleurs et d'approfondissement du processus unitaire engagé. Un autre trait caractéristique de ces années est le processus d'unification au niveau continental, comme par exemple en Afrique et en Amérique Latine.

Il s'agit d'une période d'ouverture, de progrès des tendances unitaires dans le mouvement syndical, de collaboration et d'unité d'action avec les courants «autonomes».

La dernière période, qui va de 1965 à nos jours, se caractérise par de grandes victoires des peuples dans leur lutte pour la paix et contre l'impérialisme. Les pays socialistes enregistrent de grands succès sur les plans économique, politique et diplomatique. La politique de détente internationale et de coexistence pacifique entre Etats à régimes sociaux

ARCHIVES CGIL NAZIONALE - ROMA

différents se poursuit, d'importants accords de paix sont signés, scellant les réalités surgies à la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier l'Accord de Paix et Sécurité en Europe qui a été conclu à Helsinki. La page la plus brillante de la lutte anti-impérialiste est écrite par le peuple héroïque vietnamien et les autres peuples d'Indochine, qui ont mis en déroute la machinerie belliciste de l'impérialisme, Par ailleurs, apparaît une nouvelle accentuation de la crise du système capitaliste et la contre-offensive de l'impérialisme et ses séquelles sanglantes de coups d'état militaires fascistes, comme réponse à l'opposition des peuples.

Les syndicats des pays capitalistes développés et en voie de développement mènent la lutte contre l'exploitation et la domination des monopoles, contre les conséquences de la crise, pour les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, pour le bien-être, le progrès social et la paix.

Dans les pays socialistes, les syndicats voient croître leur rôle dans la vie économique et sociale, dans les succès enregistrés et le progrès général de la société.

Le processus unitaire du mouvement syndical enregistre des progrès considérables. Le VII[e] Congrès Syndical Mondial (Budapest 1969) et, avant tout, le Congrès historique de Varna (le VIII[e], 1973), témoignent des succès enregistrés dans l'action unitaire de la FSM, et de l'augmentation de son prestige et de son influence.

Que se dégage-t-il de cette synthèse concise, qui n'a pas la prétention d'être un résumé historique, mais seulement de donner une vision générale du sujet ?

En premier lieu, que la FSM a su maintenir pendant les 30 années de son existence la fidélité militante aux principes qui ont présidé à sa fondation, qui ont démontré posséder une grande vitalité et un grand pouvoir d'attraction auprès des masses laborieuses.

En second lieu, la FSM a su répondre aux agissements visant à sa liquidation en 1949 par une orientation unitaire claire et large, donnant une impulsion nouvelle à l'unité d'action des travailleurs et de leurs syndicats, pour de nouveaux progrès de l'unité dans tous les domaines, et toujours disposée à surmonter la division sur le plan international.

Et enfin, que la FSM a toujours été et à tout instant aux côtés de ceux qui luttent, dans la défense permanente des travailleurs, au service de leur cause, à travers toute son activité et en concordance avec les intérêts immédiats ou à plus longue portée de la classe ouvrière dans le monde entier. Sa solidarité militante, son action de tous les jours aux côtés des travailleurs du monde, c'est là ce qui caractérise son histoire, et qui lui fait gagner un prestige mérité.

Sans doute, des faiblesses se sont aussi manifestées dans notre travail et nous ne le cachons pas. Nous avons su en tirer des enseignements et nous continuerons à améliorer notre travail. Les 30 ans de la FSM sont une longue période du travail toujours lié à sa vocation première, celle de servir les masses de travailleurs dans le monde entier, de les unir autour d'un programme clair de libération.

LA FSM AUJOURD'HUI

En 1945, à l'occasion de la Conférence Constitutive et du I[er] Congrès Syndical Mondial, 272 délégués étaient présents, représentant 64 millions de travailleurs de 56 pays. Au VIII[e] Congrès Syndical Mondial de Varna, en 1973, ont participé 170 organisations syndicales du monde entier, représentant 210 millions de travailleurs, et plus de la moitié, plus de 100 délégations, venaient d'organisations non affiliées. Dans les rangs de

TUCAN - Sofia - Tiskovy ustredi CSTPM - Praha

la FSM se comptent aujourd'hui 70 organisations de 68 pays, qui représentent plus de 150 millions de travailleurs. Nos 11 Unions Internationales de Syndicats développent leurs activités en liaison étroite avec la FSM. Notre centrale mondiale entretient des relations étroites avec diverses organisations régionales et des progrès sensibles ont été enregistrés dans les relations avec les deux autres centrales mondiales, la CISL et la CMT.

La simple lecture de ces chiffres et les données sur l'influence actuelle de notre organisation révèlent indiscutablement la croissance quantitative, bien qu'elle ne reflètent pas exactement la croissance qualitative, qui s'exprime dans les activités organisées par la FSM, dans l'appui croissant que lui donnent les organisations syndicales non affiliées de partout, dans le prestige chaque jour plus grand de notre organisation, centrale syndicale universelle et de classe groupant en son sein des centrales nationales des pays socialistes, des pays capitalistes développés et en voie de développement.

La FSM reste fidèle aux principes unitaires et démocratiques de 1945. Beaucoup a été dit sur la très grande importance de son dernier Congrès, tenu il y a deux ans à Varna. De son immense représentativité, de l'esprit démocratique et unitaire qui a dominé ses débats et résolutions, de ce qu'il fut un événement historique pour le mouvement syndical. S'il peut être défini comme «le congrès de l'ouverture et de l'unité d'action», c'est parce qu'il correspond pleinement aux principes qui régissent jusqu'à maintenant les activités de la FSM. Le fait que plus de la moitié des délégués venaient d'organisations non affiliées et qu'ils aient participé de plein droit aux débats et contribué ainsi à la création de la politique de notre FSM, indique clairement que la FSM agit en étroite liaison avec l'ensemble du mouvement syndical, qu'elle travaille en contact permanent avec les préoccupations des travailleurs du monde entier. Les succès remportés dans de nombreux pays et dans des continents entiers sur le terrain de l'unité syndicale correspondent, de toute évidence, au nouveau rapport des forces dans le monde, à l'accentuation des problèmes qui affectent les travailleurs et aux efforts courageux des organisations syndicales de ces pays, mais aussi au patient travail unitaire de la FSM et de ses centrales affiliées.

Le rapport actuel des forces dans le monde est très favorable au progrès. Il se manifeste dans le progrès du camp socialiste, l'Union Soviétique en tête, dans la montée des mouvements de libération nationale et de la lutte anti-impérialiste qui engage de vastes secteurs de la population de nombreux pays, ainsi que dans les progrès de la lutte anti-monopoliste et contre les effets de la crise menée par les travailleurs des pays capitalistes.

Le capitalisme traverse une crise profonde, qui accentue ses contradictions, transformant les luttes revendicatives des travailleurs en véritables luttes politiques. La chute des dictatures fascistes de Grèce et du Portugal fait partie de ce processus. En particulier dans ce dernier pays, les travailleurs se sont attelés à la tâche historique de conduire le processus révolutionnaire à des transformations profondes sur le plan social, de caractère progressiste et anti-impérialiste, dans la défense de leurs conquêtes contre les attaques de la réaction intérieure et extérieure.

L'impérialisme répond à ce processus par une contre-offensive dirigée contre les peuples, mais il se heurte à la résistance patriotique de ces derniers et aux luttes unies des travailleurs. La défaite qu'il a subie en Indochine est liée à la lutte des travailleurs des pays capitalistes pour la défense de leurs salaires, contre le chômage et la paupérisation produite par la crise et l'action des grandes compagnies multinationales, elle est liée à la lutte héroïque des patriotes chiliens contre la junte fasciste, à celle des peuples arabes contre l'agression et le chantage, à celle des

ARCHIVES SOVIETIQUES TEXTE NON OFFICIEL

travailleurs uruguayens contre la dictature de Bordaberry, à la lutte universelle pour le progrès et le bien-être.

Fidèle à ses grandes traditions internationalistes, la FSM maintient très haut sa solidarité militante envers les travailleurs et les peuples en lutte. Comme hier envers le peuple coréen en lutte contre l'agresseur impérialiste, ou le peuple algérien en lutte pour son indépendance, aujourd'hui, nous exprimons notre solidarité envers le peuple du Chili, en butte à l'oppression fasciste, le peuple d'Espagne, face au dernier bastion du fascisme en Europe, le peuple du Portugal pour la défense de ses conquêtes révolutionnaires, le peuple de Palestine pour ses droits nationaux et les peuples arabes contre l'agression, envers les peuples d'Indochine pour la défense de leur liberté conquise au prix de tant de sacrifices, envers le peuple de Corée pour la réunification de sa patrie dans la paix et l'indépendance, envers le peuple de Chypre pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays. La FSM sera toujours présente là où se livrent les batailles historiques des travailleurs et des peuples pour l'indépendance, la liberté et le progrès social.

Devant les nouveaux problèmes auxquels font face les travailleurs, la FSM se pose des tâches nouvelles, selon les orientations fixées par le VIIIe Congrès Syndical Mondial, ainsi que par les diverses sessions des organes dirigeants, parmi lesquelles se trouvent les conclusions de la présente session du Conseil Général.

Camarades,

Tout au long des 30 années de la FSM, il y a continuité de principes et d'action, allant de la constitution même de notre organisation jusqu'à ses tâches actuelles. Ceci démontre la vitalité des nobles objectifs qui, il y a 30 ans, ont réuni les représentants du mouvement syndical mondial pour l'acte historique de la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale. Attaquée et persécutée aujourd'hui encore, la FSM a su maintenir bien haut le drapeau de la défense des travailleurs, dans toutes les situations, en commun avec la classe ouvrière, dans ses victoires comme dans ses défaites passagères. Conscients que l'avenir appartient aux travailleurs, que les idées de 1945 restent pleinement en vigueur, nous développons inlassablement nos tâches actuelles, ayant en vue l'unité des travailleurs et le développement de son caractère démocratique de masses et de classe.

La FSM possède une riche histoire de luttes, d'où nous pouvons tirer des enseignements précieux pour une meilleure compréhension des tâches actuelles.

Au nom de cette histoire, qui nous engage à poursuivre en toute responsabilité le chemin tracé, approfondissant notre mission de défense des travailleurs, améliorant continuellement notre travail pour être dignes du legs qui nous a été transmis par les fondateurs de notre FSM, nous saluons, à l'occasion de cet anniversaire, les travailleurs et les syndicats du monde, et nous leur réaffirmons notre solidarité militante envers leurs luttes pour un avenir de paix, de progrès, de liberté et de bien-être.

PREAMBULE

Voici deux années se tenait à Varna le VIIIe Congrès Syndical Mondial.

A mi-chemin entre deux Congrès, l'occasion est propice pour faire le point et préciser les orientations et les tâches de la FSM pour la période à venir.

ARŞİVİ SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA MERKEZİ



Une des premières rencontres entre les dirigeants syndicaux soviétiques et britanniques, en 1942. Sur notre cliché: Sir Walter Citrine, président du TUC (à droite) et Nikolai Shvernik, secrétaire du CCSS (à ses côtés) en visite dans une usine de Londres.



Le 25 février 1945, à Londres, les dirigeants syndicaux des pays luttant contre les forces de l'Axe Berlin—Rome—Tokyo se sont rencontrés pour fixer les modalités de la création d'une centrale syndicale mondiale unique: la Fédération Syndicale Mondiale.



Parmi les participants de cette rencontre, de gauche à droite: Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT; Sydney Hillman, vice-président de la CIO américaine; Louis Saillant, secrétaire du Comité Préparatoire de la FSM; Robert Botherau, secrétaire de la CGT; et V. V. Kouznietsov, président du CCSS.



Un groupe de participants de la Conférence de Londres, reçu par le roi d'Angleterre, George VI.



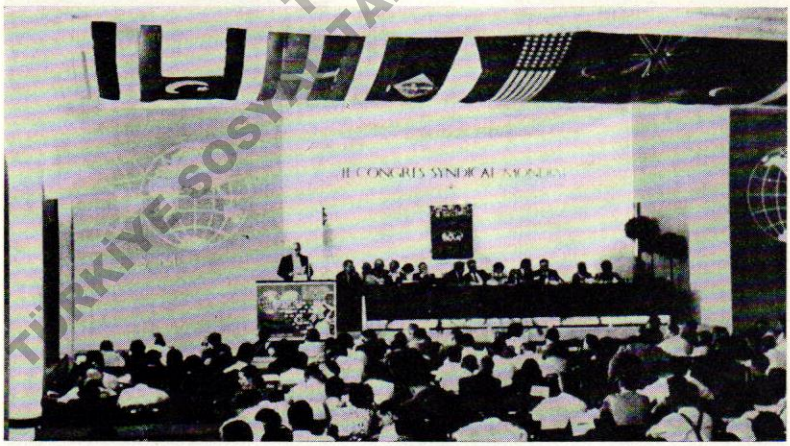
Session du Comité exécutif de la FSM (Paris, septembre 1949), lors de laquelle il fut décidé de rejeter les propositions des scissionnistes visant à anéantir la FSM. De gauche à droite: V. V. Kouznietsov, L. Saillant, G. Di Vittorio, L. Toledano, A. Le Leap.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

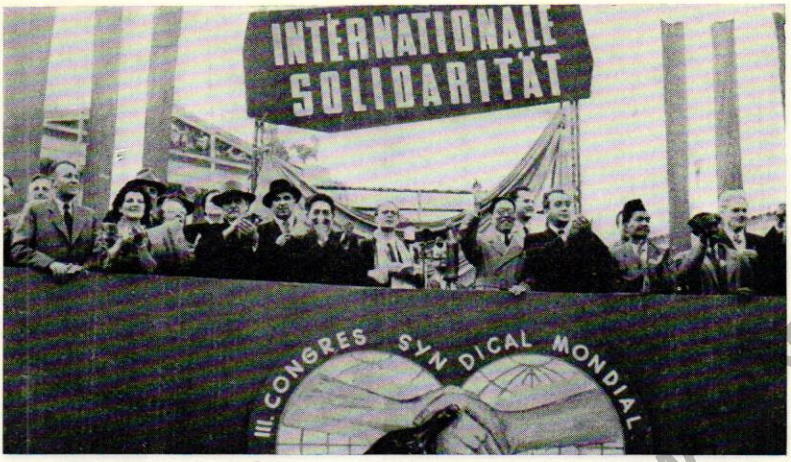


Paris, le 3 octobre 1945. La Conférence syndicale mondiale décide de se constituer en 1er Congrès Syndical Mondial. La Fédération Syndicale Mondiale est née, mettant ainsi fin à une division du mouvement syndical, qui entravait l'efficacité de ses actions, pour le bien-être des travailleurs, pour la paix, la démocratie et le progrès social.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA



Milan, du 25 juin au 9 juillet 1940. Le IIème Congrès Syndical Mondial confirme la justesse de l'orientation et du programme d'action adopté par le Bureau exécutif de la FSM après la scission. Il appela les travailleurs du monde entier à défendre avec fermeté la paix, et décida de créer les Unions Internationales des syndicats de diverses branches.



Vienne, du 10 au 21 octobre 1953. Saluant avec satisfaction l'accès à l'indépendance de certaines anciennes colonies, le IIIème Congrès Syndical Mondial engagea les organisations membres et les UIS a développer leur activité dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, à aider les mouvements syndicaux de ces pays dans leurs luttes pour la reconquête de l'indépendance.



Leipzig, du 4 au 17 octobre 1957. Le IVème Congrès Syndical Mondial constatait que les initiatives de la FSM pour consolider et renforcer lefficacité des actions syndicales dans le monde entier lui gagnent un prestige sans cesse croissant en dehors de ses rangs, se reflétant, entre autres, dans la participation de nombreux représentants d'organisations non-affiliées à la FSM aux travaux du Congrès.



Moscou, du 4 au 15 décembre 1951. Le Vème Congrès Syndical Mondial appelait les travailleurs du monde entier à renforcer l'unité syndicale. Sur la base des décisions de ce Congrès, la FSM s'est engagée "solennellement et de toutes ses forces à réaliser, par son activité quotidienne et ses initiatives, l'aspiration profonde que l'on ne saurait étouffer, de centaines de millions d'hommes et de femmes, quels que soient leurs pays, leur race, leur religion, d'être unis".



Varsovie, du 8 au 22 octobre 1965. Le VIème Congrès Syndical Mondial, marquant aussi le 20ème anniversaire de la FSM, soulignait en particulier les dangers résultant de l'offensive du capitalisme monopoliste qui, accroît l'exploitation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, et porte aussi atteinte aux intérêts des couches moyennes et de toutes les catégories non-monopolistes de la population.



Budapest, du 17 au 26 octobre 1969. Les documents adoptés par le VIIème Congrès Syndical Mondial soulignaient, en particulier, le rôle néfaste joué par les sociétés multinationales dans l'évolution économique et sociale des pays capitalistes.



Varna, du 15 au 22 octobre 1973. Le VIIIème Congrès Syndical Mondial est entré dans l'histoire du mouvement syndical mondial sous l'appellation "Congrès de l'ouverture". Il s'est adressé aux centrales syndicales internationales — la CISL et la CMT — leur proposant un dialogue visant à établir une coopération entre les syndicats, dans le cadre de la lutte pour la satisfaction des intérêts vitaux des travailleurs.



Il y a dix la FSM fêtait son XXème anniversaire à Varsovie, lors du VIème Congrès syndical mondial. Sur notre cliché: concert de gala à la salle des Congrès du Palais de la Culture.

Après ces deux années, nous pouvons mieux vérifier que les orientations et analyses du VIIIe Congrès se sont avérées justes et adhérentes à la réalité, à l'évolution de la situation, et aux besoins et aspirations des travailleurs. Les conclusions et décisions du VIIIe Congrès et des réunions statutaires qui l'ont suivi sont restées pleinement valables.

Les grandes tendances du développement de la situation internationale, soulignées au Congrès, non seulement se sont vues confirmées dans la période écoulée, mais elles se sont considérablement renforcées.

Les grands événements qui ont eu lieu au cours de cette période en témoignent.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

A MI-CHEMIN ENTRE LE VIII^{ème} ET LE IX^{ème} CONGRÈS SYNDICAL MONDIAL

LES PERSPECTIVES NOUVELLES POUR UN DÉPLOIEMENT ENCORE PLUS LARGE DE L'ACTIVITÉ, DE L'ACTION ET DU RAYONNEMENT DE LA FSM

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Rapport sur le deuxième point de l'ordre du jour présenté par
PIERRE GENSOUS
Secrétaire général de la FSM

LES GRANDS CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LE VIII^{e} CONGRES

Parmi ces événements, il faut placer en tout premier lieu pour sa portée mondiale, l'éclatante victoire des peuples d'Indochine dans leur lutte de libération, contre le colonialisme et l'impérialisme.

Le peuple du Vietnam s'est totalement libéré au cours d'une lutte longue et difficile au prix de sacrifices et d'héroïsme qui forcent l'admiration; il a été puissamment soutenu par l'aide multiforme apportée par les pays socialistes et par un large mouvement de solidarité internationale; il en est ainsi également du peuple du Cambodge; au Laos, l'unité nationale est en train de se restaurer.

La politique des Etats-Unis visant à maintenir leur domination néo-colonialiste dans le Sud-Est asiatique par l'entremise des gouvernements fantoches, mis à leur service, a subi un échec cuisant.

Une situation nouvelle s'instaure de ce fait dont les répercussions se

font déjà sentir dans la région. D'autres gouvernements comme ceux des Philippines et de Thaïlande commencent à reconsidérer les relations avec les Etats-Unis et la question des bases militaires américaines dans leurs pays. Tout le système politique et stratégique des Etats-Unis dans cette région est remis en cause. C'est ainsi que le traité d'Asie du Sud-Est (OTASE), un des pactes agressifs constitués par les Etats-Unis il y a vingt et un ans, au plus fort de la guerre froide, a été dissous sur la proposition des Philippines et de la Thaïlande «pour se conformer aux nouvelles réalités dans la région».

En Europe capitaliste, cette période a été marquée par le renversement du fascisme au Portugal et la chute de la junte fasciste en Grèce. Le dernier réduit du fascisme dans le continent reste l'Espagne où un changement est aussi prévisible, compte tenu de la décomposition du pouvoir franquiste, déchiré par les contradictions internes, ébranlé par l'intensification des luttes ouvrières et populaires et par la montée de l'opposition démocratique, que la répression est incapable d'endiguer.

Une nouvelle poussée à gauche s'est manifestée dans d'autres pays capitalistes.

En Afrique, le dernier grand empire colonial s'est effondré avec l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises de Guinée-Bissao — Iles de Cap Vert, du Mozambique et de l'Angola.

Au Moyen Orient, Israël se trouve de plus en plus isolé internationalement en dépit du soutien américain. La cause des travailleurs et du peuple de Palestine a remporté un succès marquant avec l'octroi du statut d'observateur pour l'OLP à l'ONU et pour l'OLP et les syndicats de Palestine à l'OIT.

En Amérique Latine, l'impérialisme américain est contraint à de nouveaux reculs. La levée du blocus contre Cuba, décidée par l'Organisation des Etats Américains, constitue une nouvelle manifestation de l'échec de la politique des Etats-Unis en Amérique Latine. Un système économique latino-américain (SELA) est en cours de création ce qui constitue une nouvelle manifestation de l'opposition à la politique des Etats-Unis. Cette opposition grandit dans tous les pays d'Amérique Latine, qui ont condamné avec éclat la loi de commerce américaine qui établit des mesures coercitives et discriminatoires allant à l'encontre du libre exercice de leur souveraineté.

C'est ainsi que le rapport des forces en Amérique Latine, malgré le coup d'Etat au Chili et dans d'autres pays, n'a pas évolué au bénéfice de l'impérialisme américain.

Un des changements les plus décisifs de cette dernière période est la mise en cause par les pays sous-développés, dits du Tiers Monde, des relations économiques et politiques avec les pays capitalistes.

Le VIII[e] Congrès avait déjà caractérisé le renforcement de la volonté d'émancipation pour une véritable indépendance économique et politique comme la tendance essentielle dans les pays sous-développés. Le Conseil Général de la Havane, dans l'analyse de l'évolution de la situation internationale depuis le VIII[e] Congrès, a confirmé et développé cette appréciation.

Ces pays, longtemps victimes du pillage impérialiste ont décidé d'y mettre un terme, de prendre le contrôle de leurs ressources naturelles, d'imposer un nouvel ordre dans le système des relations politiques et économiques avec les pays capitalistes.

L'affirmation de la lutte des pays sous-développés, la revendication de leur pleine indépendance politique et économique sans laquelle il n'y a pas de véritable souveraineté nationale, l'affirmation de leur communauté d'intérêts qui comporte des décisions communes; les mesures prises contre la domination des grandes puissances néo-colonialistes et

DİSK GENEL-SEN BASIN MÜZE VAKFI

contre l'emprise des sociétés multinationales sont autant de faits nouveaux amorçant un tournant de portée historique.

Parallèlement à ces succès majeurs de la lutte des travailleurs et des peuples, de nouveaux progrès ont été enregistrés dans le domaine de la coexistence pacifique: notamment en ce qui concerne l'élargissement de la coopération commerciale, économique et culturelle entre les Etats à régime social différent.

L'acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération européenne signé le 1er août à Helsinki par 35 chefs d'Etat ou de gouvernement des pays européens, des Etats-Unis et du Canada constitue un pas en avant sur la voie de la détente, un succès des plus importants pour la cause de la paix, de la sécurité et de la coopération.

Les résultats de cette Conférence et notamment l'adoption des dix principes de la coexistence pacifique qui doivent être à la base des rapports entre les Etats européens et la définition des fondements et l'orientation de leur coopération dans les divers domaines viennent confirmer et consolider le tournant de la situation internationale vers la détente.

Il est juste de rendre hommage aux efforts opiniâtres de l'Union Soviétique et des pays socialistes qui ont oeuvré jour après jour pour rendre possible la tenue de la Conférence depuis 11 ans que la convocation de celle-ci fut proposée. Elle a été le fruit de leur politique conséquente de paix et du soutien de plus en plus large apporté à cette politique par les travailleurs, les syndicats et les forces progressistes des pays capitalistes.

Un pas capital dans la lutte pour la détente et la coexistence pacifique a été franchi. Il ouvre la voie pour de nouveaux développements positifs.

La montée de la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste et les succès obtenus au cours de cette période, que renforcent les changements dans le rapport de forces à l'échelle internationale au détriment de l'impérialisme, vont de pair, comme l'on peut constater, avec la progression de la politique de coexistence pacifique, de détente et de sécurité.

Cela n'est pas un fait du hasard. Il confirme les analyses du Congrès de Varna.

* * *

SITUATION ACTUELLE DANS L'ARENE INTERNATIONALE

Les événements qui viennent d'être évoqués et les changements qui en résultent dans la situation internationale, mettent en relief les importants revers subis par l'impérialisme ces deux dernières années.

Les difficultés de l'impérialisme augmentent du fait de l'aggravation de la crise du système capitaliste.

La FSM a accordé une grande attention aux développements de la crise, car les monopoles et les Etats capitalistes confrontés aux difficultés qu'elle engendre s'efforcent d'en faire supporter les conséquences à la population laborieuse.

Les réunions statutaires de la FSM et notamment le VIIIe Congrès Syndical Mondial et, par la suite, le Conseil Général de la Havane, ont dédié une grande partie des débats à l'analyse attentive du développement de la situation, ont arrêté les positions de la FSM à chaque stade de la crise et pris les décisions appropriées pour orienter l'action syndicale. Une réunion extraordinaire du Bureau de la FSM eut lieu en janvier 1975 à Berlin, ayant comme seul point à l'ordre du jour les problèmes posés par la crise capitaliste, afin de renforcer la lutte des travailleurs pour imposer une issue à la crise conforme à leurs intérêts et de préciser les tâches et responsabilités de la FSM et du mouvement syndical international à cet égard.

Un document fut approuvé qui concrétise l'analyse et les positions de

la FSM: — sur les causes de la crise et ses conséquences pour les travailleurs et les peuples; — sur les solutions à avancer; — sur la nécessité d'une action de classe plus résolue des travailleurs.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

La crise continue a s'aggraver

Dans tous les pays capitalistes, le processus inflationniste se poursuit et les prix continuent à monter en même temps que se produit une augmentation massive du chômage et un recul absolu important de la production. A cet égard, «l'Organisation de Coopération et Développement économique» qui groupe les principaux pays capitalistes a fait connaître récemment les données suivantes sur la situation économique: Au cours des premiers six mois de cette année, la production des cinq pays capitalistes les plus importants — Etats-Unis, RFA, Japon, France, Italie a baissé entre 10% et 20%. Le nombre de chômeurs dans ces cinq pays a doublé en un an. Il se chiffre pour les six premiers mois de 1975 à 15 millions.

Les Etats-Unis à eux seuls ont plus de 9 millions de chômeurs et enregistrent une chute de la production industrielle de 12%.

Ajoutons à ces données de l'OCDE d'autres chiffres officiels qui accusent une baisse de la production d'acier atteignant 15% en Belgique, en RFA et en France, en mars 1975 par rapport à 1974. Les instances de la CEE envisagent même de réduire encore de plus de 15% la production d'acier des pays de la Communauté.

On peut passer en revue tous les pays capitalistes industrialisés, la situation de récession économique sévit partout et rien ne semble indiquer une amélioration prévisible. Comme le reconnaît explicitement le rapport des experts de l'OCDE, la reprise de l'économie capitaliste n'est pas pour demain.

En ce qui concerne les pays sous-développés, le rapport annuel de la Banque mondiale fait état de l'aggravation de la situation. Pour le milliard d'hommes qui, dans ces pays, ont un revenu par personne inférieur à 200 $ par an, ce revenu non seulement «n'a pas augmenté du tout au cours de l'année écoulée», mais on ne prévoit qu'une augmentation inférieure à 1% d'ici la fin de la décennie. Le rapport ajoute que le nombre d'hommes qui, dans les pays sous-développés, vivent «dans la pauvreté absolue», avec un revenu annuel inférieur à 50 $, augmente d'environ de 2% par an.

Les déréglements du système sont accentués par la persistance de la crise monétaire qui est loin d'être surmontée, bien au contraire.

Les Etats-Unis, avec les manipulations successives du dollar, sont au centre d'un vaste mouvement spéculatif qui met à profit le désordre monétaire et la disparité des taux de change. En outre, les dévaluations ou réévaluations de l'une ou l'autre monnaie internationale facilitent des spéculations gigantesques pour lesquelles les sociétés multinationales, pour la plupart à capital américain, jouent un rôle déterminant.

Les grands monopoles sont en effet les plus grands profiteurs de la crise en même temps que l'un des facteurs principaux de l'aggravation de celle-ci.

La riposte des travailleurs

Cette situation joue fondamentalement au détriment des intérêts des travailleurs. Touchés depuis le début par la détérioration du pouvoir d'achat des salaires due à l'inflation et aux augmentations constantes des prix, ils le sont encore davantage par les politiques gouvernementales de ralentissement du processus productif, de restrictions, d'«austérité» et de blocage des salaires. Les conséquences sont, comme le prouve le

FONDAZIONE LELIO BASSO - ISSOCO VAIFI

développement actuel de la crise, la récession économique et l'augmentation, en grandes proportions, du chômage total et partiel.

C'est pourquoi les luttes revendicatives des travailleurs qui constituent toutes ces dernières années une constante de la situation dans les pays capitalistes ne se ralentissent pas. Quarante-sept millions de travailleurs ont participé en 1974 à des mouvements grévistes dans différents pays du monde capitaliste.

Sans négliger le fait que, dans certains cas, la politique de collaboration de classes et l'attitude des dirigeants syndicaux acquis à cette pratique, puisse freiner le développement des luttes, la réalité prouve le recul de cette politique dans le mouvement syndical.

A la réunion du Bureau, à Bagdad, en avril de cette année, nous avons fait le point du mouvement gréviste qui touche un grand nombre de pays capitalistes de tous les continents.

Ce processus s'est poursuivi dans les mois qui ont suivi.

Ce développement des affrontements de classes reflète une tendance générale, il est la riposte des travailleurs face à la crise capitaliste.

Les luttes généralement massives et unitaires sont empreintes d'une combativité remarquable.

- Elles expriment le refus des travailleurs de faire les frais de la crise et le rejet de la politique de «paix sociale», prônée par les gouvernements et le patronat;
- en même temps, elles sont porteuses de solutions qui s'attaquent aux causes mêmes de la crise.

C'est ainsi que, comme il est dit dans le document du Bureau de Berlin: «... dans nombre de pays, les organisations syndicales en même temps que les revendications sociales avancent l'exigence de la nationalisation des secteurs clés de l'économie, des mesures pour bloquer et contrôler les prix, pour limiter les profits des groupes monopolistes, pour juguler la spéculation, pour réduire le poids des dépenses improductives et en premier lieu des dépenses militaires, pour imposer le capital, pour développer la consommation populaire et les dépenses pour les besoins sociaux, pour élargir et diversifier les échanges, notamment avec les pays socialistes».

Nous assistons à une phase d'intensification de la lutte revendicative des travailleurs des pays capitalistes qui, dans les conditions de l'aggravation de la crise économique, acquiert une dimension nouvelle, de caractère social et politique.

Dans les pays sous-développés, encore dépendants du système capitaliste, la lutte gréviste, qui est aussi importante, comporte en plus des revendications touchant les conditions de vie et de travail, un contenu anti-impérialiste marqué. Cette intensification de la lutte des travailleurs dans ces pays représente un apport fondamental à l'action générale des pays du Tiers Monde contre les rapports de domination monopoliste, pour la récupération de leurs ressources naturelles et pour la pleine indépendance économique et politique.

L'affirmation de la lutte des pays sous-développés pour l'indépendance économique, la souveraineté politique et économique

L'un des aspects importants de la situation internationale actuelle est le grand essor de la lutte des pays sous-développés, producteurs des matières premières ou non, pour mettre un terme à la domination de l'impérialisme, pour l'indépendance et la souveraineté nationales.

Ce mouvement constitue aujourd'hui l'un des éléments importants des changements en cours dans le monde contemporain.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

En agissant de manière résolue contre la surexploitation néo-colonialiste des puissances capitalistes et pour la pleine disposition de leurs ressources naturelles, les peuples de ces pays placent au premier plan l'indépendance du développement, ils revendiquent un nouveau type de coopération, fondée sur l'intérêt mutuel, un nouvel ordre économique international.

Dans ce contexte se situent les mesures parfaitement légitimes des pays producteurs de pétrole et d'autres matières premières pour obtenir les prix normaux et en finir avec le pillage scandaleux dont ils étaient l'objet depuis toujours, mais cela n'est que le côté le plus marquant d'un problème beaucoup plus vaste.

Ce qui est aujourd'hui en cause, c'est tout le système de relations économiques entre les pays sous-développés et les pays capitalistes. Il s'agit de bannir la domination impérialiste et les pratiques néo-colonialistes.

La volonté d'émancipation de ces peuples, leur lutte, amorcent — dit le document du Bureau de Berlin: «un tournant de portée historique, favorisé par les progrès de la détente et la politique de coexistence pacifique et les changements dans les rapports de force à l'échelle internationale».

Les modalités de cette action anti-impérialiste ont amené, tout d'abord, les pays producteurs de pétrole à coordonner leurs efforts dans l'OPEP. On a assisté ensuite à la constitution de groupements des pays producteurs d'autres matières premières. Ces ententes aboutissent à une stratégie commune de ces pays, en dépit des différences substantielles qui existent entre eux dans nombre de domaines. Par la suite, une solidarité réelle s'instaure entre les pays sous-développés dans leur ensemble, producteurs de matières premières ou non.

Ce fait capital s'est exprimé au cours de cette dernière période par d'importantes réunions rassemblant les représentants de ces pays, réunions qui ont fait ressortir et ont affirmé cette solidarité et précisé l'orientation de leur lutte commune. Il en résulte une prise de conscience élevée sur les causes du sous-développement et les moyens de s'en sortir.

Dans toutes ces rencontres, on retrouve les orientations et prises de position qui constituent une constante dans la lutte des pays sous-développés pour un nouvel ordre économique international et, en particulier, les points suivants:

- appel à une action commune pour rendre irréversible le processus visant à la suppression de leur dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme.
- affirmation de leur volonté de récupération et de contrôle de leurs richesses naturelles et des moyens de leur développement économique;
- solidarité face aux manoeuvres et menaces des Etats-Unis contre les pays producteurs de pétrole et d'autres matières premières;
- condamnation des pratiques des sociétés multinationales qui s'attaquent à l'indépendance et la souveraineté des pays en voie de développement.

Certes, l'impérialisme n'a pas perdu l'espoir de faire jouer les contradictions qui existent entre certains de ces pays du fait des différences de régime, de situation interne, dans le niveau de développement, etc., mais ce jeu devient de jour en jour plus difficile face aux changements dans le rapport des forces dans le monde.

La FSM est, comme l'on sait, pleinement engagée dans ce combat pour la libération et l'indépendance politique et économique des peuples, en accord avec le caractère et les principes qui inspirent son action internationale dès sa fondation. Le VIIIe Congrès a exprimé les prises de

TURKIYE SOSYAL ARSIVLERI VAKFI

position sur le processus en cours, dans le Document d'Orientation et la Charte des droits et revendications des syndicats et, par la suite, le Conseil Général de la Havane et les autres réunions statutaires ont adopté les décisions et approuvé les activités qui en découlaient, aux divers stades de ce processus en rapide évolution.

La FSM prend une part active aux activités qui sont menées dans le cadre de l'ONU sur les questions du développement et oeuvre pour que les syndicats puissent y participer pleinement et que les résolutions de l'ONU répondent aux intérêts des pays sous-développés.

C'est ainsi que la FSM a agi dans le cas de la session extraordinaire de l'ONU tenue en avril 1974 sur les matières premières et l'énergie, et à la 7ème session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les matières premières et le développement en septembre de cette année.

Nous nous considérons directement concernés et étroitement solidaires avec l'action des pays sous-développés contre l'impérialisme et les sociétés multinationales, car il s'agit d'une lutte commune à toutes les forces du progrès, de la démocratie et du socialisme dans tous les pays, face au même ennemi.

Dans cette lutte s'affirme et se renforce l'unité des trois composantes du mouvement anti-impérialiste mondial: la classe ouvrière et tous les travailleurs des pays capitalistes, le mouvement de libération nationale et la communauté des pays socialistes.

Les pays socialistes

Dans ce contexte de la situation internationale actuelle, on peut constater la contribution capitale que représentent pour la lutte des travailleurs et des peuples l'existence, la puissance et les progrès constants des pays socialistes.

Face à l'approfondissement de la crise du système capitaliste et aux grands problèmes qui, de ce fait, se posent aux travailleurs, l'exemple des pays socialistes montre que la crise économique et les conséquences qu'elle comporte ne sont pas un phénomène mondial mais le résultat de la politique économique des états capitalistes soumise aux intérêts des monopoles.

Cela apporte un démenti à la propagande capitaliste sur la prétendue fatalité de la crise et contribue à la prise de conscience des travailleurs sur les véritables causes de celle-ci et la nécessité, pour s'en sortir, de profondes transformations démocratiques et anti-monopolistes.

L'économie des pays socialistes n'est pas, en effet, touchée par la crise. Elle est caractérisée par la croissance soutenue de la production, l'absence de chômage et de l'inflation, par la progression rapide des équipements collectifs, etc. L'économie de ces pays se développe selon un plan précis qui assure un développement proportionné dans tous les secteurs. En même temps qu'augmentent les revenus des travailleurs, le niveau de vie de la population s'améliore d'autant.

Même certaines répercussions de la crise capitaliste qui pouvaient se manifester au niveau des prix, par exemple, en raison des échanges avec des pays capitalistes, sont amorties par la capacité de maîtriser ses effets dans une économie où la fixation des prix est un processus réglé de manière planifiée.

Dans le domaine de l'intégration économique on peut constater que dans l'ensemble des pays du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM), la croissance est régulière et l'écart initial entre ces pays se réduit. La production de ces pays a dépassé ces dernières années celle des

DİSK SOSYAL ARAŞTIRMA VAKFI

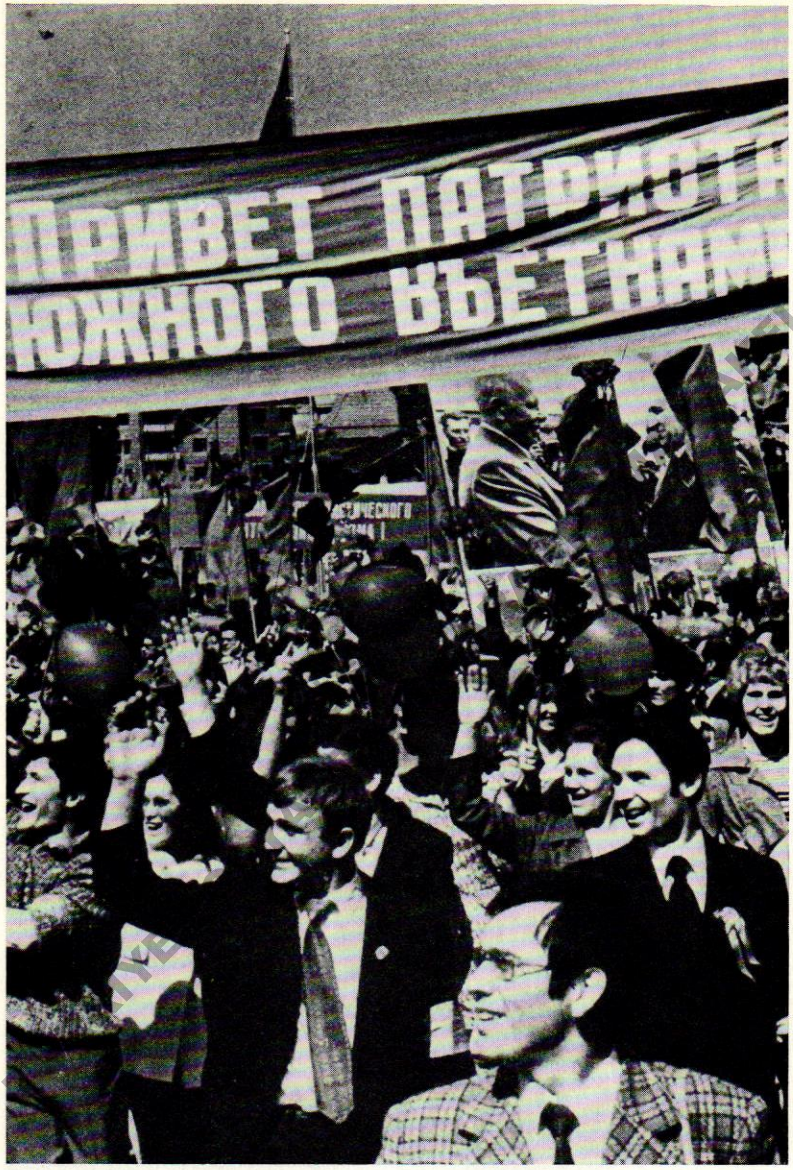
Les mots d'ordre avancés par la FSM et concernant les événements mondiaux les plus importants sont repris non seulement par ses organisations membres, mais aussi par de larges couches de travailleurs de tout le continent.



"Solidarité avec la lutte du peuple du Vietnam". En Australie, lors de la visite du président L. Johnson, en octobre 1965.



A Dortmund, République Fédérale Allemande.



A Moscou, où les habitants saluent, après de longues années de lutte, la victoire du peuple vietnamien.



"Halte à la terreur au Chili". Ce mot d'ordre ne cesse, depuis deux ans, d'être répété dans le monde par les travailleurs et les couches de la population progressiste. Sur nos clichés: Manifestation à Paris.



"Contre la guerre atomique et pour la paix entre les nations". Ces mots d'ordre sont repris avec une vigueur particulière par le peuple et les travailleurs japonais qui ne cessent de protester contre les menaces atomiques et le maintien de bases militaires américaines au Japon.

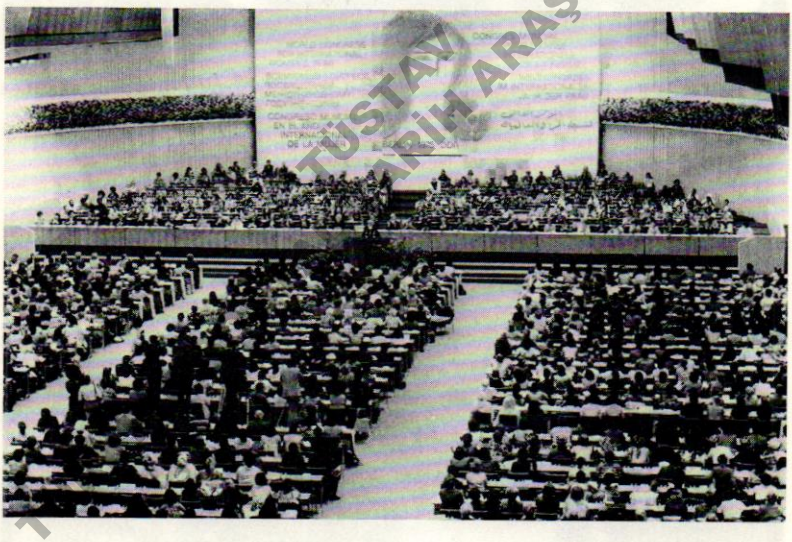


La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, toujours fermement soutenue par la FSM, est étroitement liée aux luttes contre toute discrimination raciale. Manifestation contre l'apartheid à Daar el Salam.



Les mots d'ordre en faveur d'une alliance de toutes les forces progressistes dans leur lutte contre la réaction et le capital sont repris avec une force particulière au Portugal, où la démocratie est exposée aux attaques continues des forces réactionnaires et fascistes.





L'année du 30ème anniversaire de la FSM a été aussi proclamée par l'ONU Année Internationale des Femmes. La FSM et ses organisations membres se félicitent d'une initiative réclamée depuis longtemps en se joignant à toutes les actions concernant l'égalité des droits aux femmes du monde entier. Sur nos clichés: 1. femmes italiennes exigeant leurs droits, 2. vue de la salle du Congrès mondial des femmes qui s'est tenu du 20 au 24 octobre 1975 à Berlin (RDA).

TÜSTAV TARİH ARAŞTIRMA

Fléaux du monde capitaliste contre lesquels la FSM ne cesse de lutter et de rechercher l'unité d'action de tous les courants du mouvement syndical mondial:



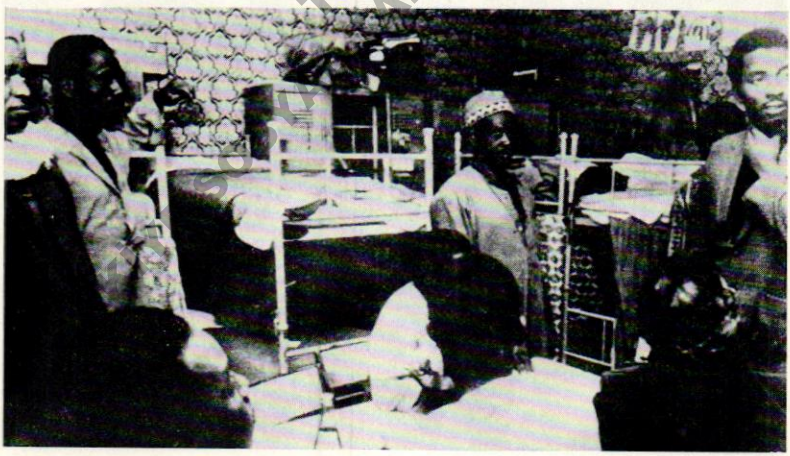
CHOMAGE: En France, ce sont les jeunes qui se heurtent aux plus grandes difficultés pour trouver un travail quelconque.



HAUSSE DES PRIX: L'inflation galopante sévissant dans tous les pays capitalistes, provoque une vague de protestations incessantes. Sur notre cliché: manifestation en RFA.



CRISE DU LOGEMENT: Ces femmes italiennes s'élèvent contre leurs conditions de vie lamentables, en installant une "salle à manger" devant la mairie d'un des faubourgs de Rome où plus de 40.000 habitants vivent dans de véritables taudis.



SITUATION DES IMMIGRES: Ce cliché apporte une preuve des tristes conditions d'hébergement de la majeure partie des travailleurs immigrés. La situation est semblable dans d'autres pays capitalistes d'Europe largement bénéficiaires de la main d'œuvre immigrée.



A bas le fascisme en Europe! Le monde entier protestait dernièrement (fin septembre et début d'octobre 1975) contre les meurtres commis dans la "légalité" fasciste par le régime franquiste. Sur notre cliché manifestation dans une usine de Tchécoslovaquie.

pays du Marché Commun européen dans l'acier, l'énergie électrique et autres.

La place des pays socialistes dans la production mondiale fait ressortir l'aptitude du mode de production socialiste à une croissance plus rapide et plus régulière que le mode de production capitaliste.

La politique des pays socialistes à l'égard des pays en voie de développement, en vertu de la nature même du système, présente un contraste frappant avec celle des pays capitalistes. Les relations avec les pays du Tiers Monde sont fondées sur la non-ingérence et sur la coopération économique et technique dans l'intérêt mutuel des peuples, en leur assurant un développement économique indépendant, ce qui va de pair avec l'aide conséquente aux mouvements de libération dans ces pays.

Cette politique des pays socialistes apporte une contribution majeure à la lutte des pays en voie de développement pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contre l'impérialisme, pour leur indépendance et souveraineté nationales. Elle est à l'opposé de celle des pays capitalistes, caractérisée par la pratique du néo-colonialisme, la surexploitation et le pillage.

C'est ainsi que la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste s'affirme dans tous les domaines; le rayonnement et l'attirance du socialisme grandissent dans les masses travailleuses des pays capitalistes confrontées aux difficultés de la crise et parmi les travailleurs et les peuples du «Tiers Monde».

Comment réagissent l'impérialisme et les monopoles dans cette nouvelle situation

Cet aperçu portant sur les traits les plus importants de la situation actuelle montre que le bilan est positif pour toutes les forces du progrès.

Mais, cependant, il serait vain et dangereux de sous-estimer les ressources qui restent à l'impérialisme et aux monopoles, les moyens puissants dont ils disposent encore pour tenter de contrecarrer le processus anti-impérialiste.

Certes, l'impérialisme a perdu l'initiative historique, il est considérablement affaibli par les revers très sérieux qu'il a subis ces derniers temps, il se trouve aux prises avec la crise générale du système, mais il n'a rien perdu de son agressivité.

Avec de nouvelles tactiques, selon les situations et les régimes, l'impérialisme et, en tout premier lieu, les Etats-Unis, agit par tous les moyens pour continuer à imposer sa domination là où cela lui est encore possible. Cette action est multiple, embrassant différents domaines de la vie internationale.

Les succès de la politique de coexistence pacifique et de détente constituent l'un des faits les plus marquants de ces dernières années. Ils ont permis d'éloigner les dangers d'une nouvelle guerre mondiale, d'amorcer des mesures de réduction des armements, d'ouvrir la voie à la coopération entre pays à différent régime social et économique.

Mais cette politique n'est pas acceptée de bon gré par l'impérialisme. Elle lui est imposée. Par définition, la politique de coexistence pacifique se place tout à fait à l'opposé de la ligne agressive inhérente à la nature même de l'impérialisme.

De là les tentatives constantes pour barrer le chemin de la détente et essayer de freiner la lutte des travailleurs et des peuples pour la liberté et l'indépendance nationales.

Quand le développement de la détente permet d'envisager des progrès substantiels dans le désarmement ainsi que le dépassement et la dissolution des blocs militaires, comme les pays socialistes l'ont proposé à

TÜSTAV SOSYAL ARAŞTIRMALAR VAKFI

maintes reprises, les Etats-Unis et leurs alliés du Pacte Atlantique s'efforcent, au contraire, de donner un élan nouveau à l'OTAN, passablement affaibli à la suite de l'échec américain en Indochine, de la chute du fascisme au Portugal et en Grèce, de nouvelles contradictions entre la Grèce et la Turquie et entre ces deux pays et les Etats-Unis sur la question de Chypre.

La dernière réunion du sommet de l'OTAN a confirmé la volonté d'hégémonie des Etats-Unis qui ont rappelé à l'ordre les membres de la coalition atlantique qui seraient tentés de prendre des distances à l'égard de l'OTAN; a relancé la course aux armements et reposé le problème de Berlin-Ouest, déjà réglé par l'accord quadripartite de septembre 1971. Des conversations ont eu lieu au sujet du Portugal, considérant le processus démocratique en cours dans ce pays comme contraire à l'intérêt de l'OTAN qui s'accommodait portant fort bien de la participation du régime fasciste portugais; ils songent à incorporer le dernier régime fasciste en Europe, l'Espagne franquiste, pour colmater la brèche portugaise.

En même temps, les Etats-Unis, après l'effondrement en Indochine, poussent à la militarisation de l'Océan Indien avec l'installation de bases militaires dans les îlots et essaient de donner un second souffle au réseau d'alliances et bases militaires dont ils disposent dans divers pays.

Il faut rapprocher ces faits des nombreuses déclarations du président des Etats-Unis, M. Ford, de son secrétaire à la défense M. Schlesinger, suivies par le ministre ouest-allemand de la défense, M. Leber, brandissant l'arme atomique. «Les chefs de l'OTAN — a dit M. Schlesinger — pourraient choisir d'accepter les risques de faire les premiers, usage des forces nucléaires».

Il s'agit d'une politique grosse de dangers pour la paix, qui va à l'encontre de la détente et de la coexistence pacifique. Elle a trouvé son expression même à la Conférence d'Helsinki où les pays de l'OTAN ont exalté cette alliance agressive qui tourne le dos aux principes de coopération et de sécurité qui étaient à la base de cette Conférence. Il est clair que si les Etats Unis et les pays de l'OTAN ont signé les engagements d'Helsinki, ils l'ont fait parce qu'obligés par le nouveau rapport des forces dans le monde. Ces engagements ne seront tenus que si la pression des peuples se poursuit et s'intensifie pour imposer de nouveaux progrès. D'ores et déjà, les puissances impérialistes et leurs porte-paroles s'évertuent à diminuer la portée historique de la Conférence d'Helsinki. A cet égard, George Meany, président de l'AFL-CIO, s'est fait remarquer, une fois de plus, par des déclarations dans lesquelles il se prononce ouvertement contre la détente et réclame avec violence le retour à une politique d'affrontement et de guerre froide.

Les Etats-Unis font tout leur possible pour entraver des négociations sérieuses pour la solution des problèmes internationaux. De ce fait, ils maintiennent des foyers de conflit qui constituent un danger potentiel de guerre. Au Moyen-Orient, ils arment et soutiennent Israël dans sa politique expansionniste; pratiquent une politique de division des pays arabes en tentant d'imposer à ces pays des solutions partielles séparées qui prolongeraient le conflit en perpétuant l'occupation israélienne des territoires occupés et empêcheraient le peuple arabe de Palestine de faire valoir ses droits nationaux.

Avec cet objectif, les Etats-Unis mettent des obstacles à l'examen d'une solution globale du problème du Moyen-Orient dans le cadre de la Conférence de Genève.

A Chypre, plus d'un an après l'échec du putsch militaire provoqué par la junte militaire qui sévissait en Grèce à l'époque, la situation reste tendue. L'aventure militaire des ultras grecs ayant fourni un prétexte

aux ultras turcs, l'île se trouve partagée en deux, occupée par des troupes étrangères, dans une situation des plus difficiles, aggravée, par l'existence de 200.000 réfugiés chypriotes, ayant fui les territoires occupés par les Turcs. Les Etats-Unis ont fomenté l'agression et maintiennent la tension pour préserver leur dispositif stratégique et pouvoir utiliser pour le compte de l'OTAN les bases militaires dans l'île.

Ce sont les impérialistes américains qui se servent de cette situation au détriment du peuple chypriote, qui empêchent l'application des résolutions de l'ONU sur Chypre, afin de maintenur la coupure de l'île, de liquider l'Etat chypriote et faire de Chypre une plate-forme d'agression contre les peuples du Moyen-Orient.

Le problème de Chypre ne pourra être réglé qu'en imposant à l'impérialisme le retrait de toutes les troupes étrangères de l'île et le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du non-alignement de la République de Chypre.

En Corée, l'impérialisme américain soutient le régime antipopulaire et répressif de Corée du Sud. Les. Etats-Unis qui réaffirment leur engagement aux côtés de la dictature brutale de Pak Jung Hi et maintiennent des troupes américaines sur place, n'hésitent pas à brandir la menace d'une attaque nucléaire contre la République Populaire Démocratique de Corée, avec le but d'empêcher la réunification pacifique réclamée par l'ensemble du peuple coréen.

L'impérialisme contre la démocratie et l'indépendance nationale des peuples

Les Etats-Unis veulent rester les gendarmes du monde. Bien que contraints à la défensive dans nombre de domaines, ils ne cessent d'agir, partout où cela leur est possible, par des tactiques adaptées à la situation et au rapport de forces dans chaque pays, pour contrecarrer la marche en avant des peuples pour la démocratie et l'indépendance nationale et maintenir la domination impérialiste et le pouvoir des monopoles.

S'appuyant sur les forces réactionnaires et fascistes dans chaque pays, utilisant comme fer de lance des régimes agressifs et expansionnistes à leur dévotion, tels que le Brésil, Israël, l'Iran et autres, qu'il encourage et arme, l'impérialisme américain intervient pour s'opposer à l'instauration des régimes démocratiques, pour renverser des gouvernements dont l'action anti-impérialiste et anti-monopoliste représente un danger pour sa domination, fomente des complots, des putschs et des agressions armées.

Les coups d'Etat en Bolivie en 1971, en Uruguay en 1973 et surtout le sanglant putsch fasciste au Chili en portent témoignage.

Les Etats-Unis soutiennent partout les régimes les plus réactionnaires et fascistes, en Espagne, en Afrique du Sud, etc.

Ils menacent d'une intervention armée les pays producteurs de pétrole quand ceux-ci prennent les mesures les plus légitimes en faveur de leur indépendance économique. En même temps, ils appliquent les sanctions économiques et politiques contre les pays du Tiers Monde en général, coupables de se lever contre l'exploitation impérialiste et de réclamer un ordre économique international nouveau; ils organisent le sabotage, le boycott et la subversion contre tout pays qui ose s'attaquer à la toute puissance des monopoles et s'engager sur une voie démocratique.

Les intrigues et provocations se multiplient dans divers pays. En Inde, les impérialistes américains appuient l'action des éléments réactionnaires agissant contre le gouvernement d'Indira Gandi en vue de détruire l'indépendance du pays et ses réalisations démocratiques; au Bangladesh un coup d'Etat pro-américain a renversé le gouvernement.

C'est ainsi que les Etats-Unis appliquent leur politique de «déstabilisation» vis-à-vis des pays qui échappent à leur diktat.

Le cas du Portugal est illustratif à cet égard.

Le régime fasciste au Portugal servait fidèlement les intérêts de l'impérialisme américain, la base des Etats-Unis aux Açores avait été la principale escale pour acheminer le matériel de guerrè américain pour Israël pendant la dernière guerre au Moyen-Orient. Le régime de Salazar et Caetano leur convenait parfaitement et jouissait de leur appui. Par contre, le renversement du fascisme les a remplis d'inquiétude. La pression et les intrigues contre la jeune démocratie portugaise se sont multipliées. La main des impérialistes est dans tous les complots contre la démocratie portugaise: en Angola où les Etats-Unis fomentent la guerre civile; aux Açores où ils soutiennent une entreprise visant à la séparation; au Portugal même, se livrant à des manoeuvres de toute sorte, pour provoquer l'étranglement économique du pays. Le chantage économique et les ingérences des gouvernements du Marché Commun vont dans le même sens.

Ford lui-même déplorait récemment de ne pas pouvoir intervenir plus directement au Portugal.

Cette position des Etats-Unis et des gouvernements d'autres pays capitalistes en Europe représente un encouragement certain aux forces réactionnaires, qui, au Portugal, lèvent la tête et agissent pour créer un climat de guerre civile et faire revenir le pays en arrière, stoppant le processus démocratique engagé le 25 avril 1974.

Dans le développement de toutes les entreprises anti-démocratiques dans tous les pays, la CIA et les sociétés multinationales jouent un rôle principal.

Le rôle des sociétés multinationales, comme l'expérience du Chili l'a prouvé abondamment, n'est pas seulement économique. Elles interviennent ouvertement et clandestinement, en coopération avec les services de la CIA, dans les affaires intérieures des pays où elles sont implantéees pour lutter contre les forces populaires et appuyer les groupes fascistes et réactionnaires. Ces entreprises subversives font partie aussi de la politique des Etats-Unis, qui, face aux progrès de la détente et à l'avancée de la lutte des travailleurs et des peuples, parle à nouveau le langage de la guerre froide et pousse par tous les moyen à des confrontations, à la violence afin s'isoler et diviser les forces du progrès, de la paix et du socialisme.

Plus que jamais la vigilance et l'action unie de toutes les forces démocratiques sont nécessaires face à l'offensive sans cesse croissante de l'impérialisme, des monopoles et de la réaction.

Campagne idéologique

Au niveau idéologique, la lutte n'est pas moins aiguë. Dans l'impossibilité de nier les succès économiques des pays socialistes, on a recours à d'autres thèmes qui n'ont pas, d'ailleurs, le mérite de la nouveauté. Il s'agit de déformations et calomnies sur la vie dans les pays socialistes, sur les libertés, sur la menace «militaire» des pays socialistes.

Sur ce plan se placent des campagnes qui contestent aux syndicats des pays socialistes leur qualité d'organes de défense des intérêts des travailleurs et mettent en doute leur pouvoir et leurs droits. Elles sont reprises par certains milieux syndicaux. Nous rappelons que la proposition du VIIIème Congrès adressée à la CISL et à la CMT de l'organisation d'un «colloque syndical international sur les libertés et les droits comparés des syndicats et travailleurs à l'entreprise dans la société dans les pays socialistes et les pays capitalistes» est toujours valable.

Tant la FSM que toutes ses centrales adhérentes, y compris en particulier celles des pays socialistes, sont prêtes à une telle confrontation.

ΠΑΝΕΡΓΑΤΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΚΥΠΡΟΥ ΠΟΣΕ ΑΡΧΕΙΟ ΣΤΡΑΤΗ ΣΑΚΚΑΡΗ

Un autre thème qui revient fréquemment dans la campagne anti-communiste est la question de la coopération économique et commerciale entre les Etats socialistes et les Etats capitalistes, notamment avec les sociétés multinationales, coopération qui, selon cette campagne, équivaudrait à une forme de collaboration de classes, au détriment des travailleurs.

A ce sujet, la FSM a avancé au Bureau de Berlin des réponses, des arguments dans l'esprit du dialogue. Ils figurent dans le document rendu public à l'issue des travaux du Bureau. Nous attendons toujours des réfutations à nos arguments.

Ils sont restés sans écho parce que, sans doute, il est plus facile de procéder par affirmations tranchantes, sans preuve, que d'affronter un débat franc et ouvert.

En ce qui nous concerne, nous allons poursuivre notre effort d'approfondissement sur ces problèmes afin d'apporter tous les éclaircissements nécessaires et les données réelles sur le caractère et la portée de la coopération économique entre pays à différent régime social et économique.

* * *

PLUS QUE JAMAIS L'UNITE EST A L'ORDRE DU JOUR

A notre dernière session du Conseil Général tenue à La Havane, nous avions procédé à une évaluation approfondie des rapports unitaires sur le plan mondial, et notamment de ce qui était en train de changer, et nous avions déterminé des orientations prioritaires pour progresser dans le sens de leur amélioration.

Les faits qui sont intervenus depuis lors confirment l'entière validité de cette analyse.

Depuis le VIIIe Congrès Syndical Mondial, des progrès significatifs sont intervenus. Au cours de cette courte période, ils ont été beaucoup plus nombreux et plus importants que tous ceux réalisés au cours des années antérieures.

Nous nous en réjouissons, bien évidemment, et nous faisons tout pour que le processus unitaire avance encore de façon plus décisive. Ce n'est pas chez nous que cette question crée des difficultés. Car notre position là-dessus est claire, sans ambiguïté. Nous sommes des partisans et des artisans convaincus de l'unité, à tous les niveaux et partout où il y a lieu de défendre les intérêts des travailleurs. Nous sommes pour l'unité parce que nous croyons profondément qu'elle est le meilleur moyen pour l'aboutissement des revendications et des aspirations des travailleurs. C'est notre position de principe, et il ne faut pas chercher dans notre option d'autre raison.

Nous nous sentons d'ailleurs en cela en conformité avec la volonté croissante de couches toujours plus nombreuses de travailleurs, qui comprennent toujours mieux que, pour résoudre les grands problèmes contemporains auxquels ils sont confrontés, il faut en finir avec la division syndicale, ouvrir et développer le dialogue, la coopération, l'unité.

En tant qu'organisation syndicale mondiale, nous cherchons la coopération avec toutes les organisations syndicales, qu'elles soient nationales, régionales, continentales et évidemment mondiales.

Nous pouvons dire que, depuis le VIIIe Congrès Syndical Mondial, le nombre de nos relations avec des organisations nationales non-affiliées a augmenté, et qu'elles se sont généralement améliorées, consolidées avec toutes celles avec qui nous entretenions ces relations.

DİSK/TÜRK-İŞ SENDİKAL TARİH ARŞİVİ VAKFI

La FSM et la CISL

Sur le plan mondial, nous sommes évidemment préoccupés des rapports entre la FSM et la CISL. On ne peut pas être satisfait de l'état de choses qui règne actuellement entre nos deux organisations. Les travailleurs du monde entier perdent beaucoup, le mouvement syndical mondial dans son ensemble perd beaucoup de la perpétuation de cette situation. Il y a des domaines dans lesquels, faute d'unité, nous prenons des retards alarmants.

Faute d'unité ou par insuffisance d'unité, le mouvement syndical est en retard dans l'organisation de la riposte aux sociétes multinationales. Alors que ces grands monopoles perfectionnent leurs méthodes d'exploitation internationale, le mouvement syndical, pour le moins, piétine.

Faute d'unité ou par insuffisance d'unité, le mouvement syndical mondial retarde dans sa riposte face aux ententes économiques multinationales, type Marché Commun.

Faute d'unité ou par insuffisance d'unité, le mouvement syndical mondial est en retard sur l'action concertée à développer contre le sous-développement et pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial.

Ce retard apparaît avec d'autant plus d'éclat après l'Assemblée extraordinaire de l'ONU sur cette question et les diverses ententes qui existent entre gouvernements de différents pays pour opposer une riposte efficace aux visées impérialistes contre la souveraineté nationale. Il devient de plus en plus inexplicable que les centrales syndicales mondiales qui sont censées défendre les intérêts des travailleurs n'arrivent pas à concerter leur action, alors que des gouvernements souvent fort éloignés par leur conception et leur contenu arrivent à le faire.

Faute d'unité et par insuffisance d'unité, notre action n'atteint pas l'ampleur désirée pour la liquidation des régimes fascistes au Chili, en Espagne, ailleurs encore, et pour la liquidation de l'Apartheid.

Et nous ne citons ici que quelques points principaux sur lesquels il y a des convergences d'opinion entre toutes les organisations syndicales.

Mais nous sommes confiants dans l'avenir, nous croyons que le rapprochement est inéluctable, parce que les problèmes à résoudre l'exigent et parce que les travailleurs le demandent et le demanderont avec toujours plus de force. D'ailleurs rien n'est figé et des évolutions se sont produites, se produisent et se produiront encore.

Le fait :

- que les travailleurs à la base poussent au rapprochement, à l'unité, à la solidarité;
- que s'accroissent le nombre et la qualité des relations bilatérales entre organisations nationales de la FSM et de la CISL, et aussi entre la FSM elle-même et des organisations de la CISL;
- que l'on en soit arrivé à des rencontres multilatérales telles que la Conférence syndicale européenne, ne peut rester sans incidence sur l'orientation de la CISL en tant que telle.

Les évolutions sont indéniables.

Dans sa politique vis-à-vis de la FSM, la CISL se base sur la décision de son Comité exécutif de Vienne de juillet 1973, appelée «Déclaration sur les contacts avec des organisations syndicales sous contrôle communiste».

Nous avions analysé à l'époque que cette déclaration marquait un changement dans le sens notamment que la CISL ne pouvait plus, ainsi que l'avait établi une déclaration antérieure, interdire tout contact avec la FSM et ses organisations. Elle ouvrait une porte aux contacts. C'était

IRRSP-IISG SOSTITUTO STORICO E. MAYER

une plate-forme surtout défensive qui, ne pouvant plus empêcher ces contacts, tentait de les limiter, de les canaliser, de les corseter au maximum.

Cette déclaration appréciait en 1973:

- que les possibilités de rapprochement avec la FSM et ses affiliées étaient particulièrement réduites;
- qu'il fallait canaliser les contacts dans les réunions de l'OIT seulement;
- elle élevait les plus extrêmes réserves pour des contacts dans d'autres institutions inter-gouvernementales, seules des circonstances exceptionnelles pouvant conduire à une acceptation;
- enfin, elle se prononçait contre la Conférence syndicale pan-européenne, contre une conférence pan-européenne de la jeunesse, contre la Conférence mondiale sur les sociétés multinationales organisée par la CUTCH, contre le festival de la jeunesse à Berlin.

Le rappel de ces directives montre le chemin parcouru.

- Les contacts bilatéraux et multilatéraux se sont amplifiés.
- Outre le BIT, des rencontres concrètes de travail entre les 3 internationales sur des points précis ne sont plus exceptionnelles, mais désormais régulières à l'ONU, à la FAO, à l'UNESCO.
- La tenue de la Conférence syndicale européenne, au début de 1975 à Genève avec la participation de pratiquement toutes les centrales européennes au plus haut niveau.
- Une nouvelle Conférence syndicale européenne doit avoir lieu en novembre 1976 sur les problemes concrets du milieu du travail.

La Conférence de Santiago, la Conférence des Ingénieurs, Cadres et Techniciens, d'autres initiativesu unitaires, tant sur le plan continental, professionnel ou mondial, connaissent la participation engagée d'organisations de la CISL aux côtés de celles de la FSM, de la CMT, ou autonomes. Et ce, malgré le fait que le Secrétariat de la CISL et de certains SPI envoient des directives très précises à leurs organisations pour les inciter à ne pas participer. Certes, cela limite les participations, cependant on peut constater que ces directives sont de moins en moins suivies. C'est ainsi, par exemple, qu'à la dernière Conférence de l'OIT, les représentants des centrales nationales, toutes tendances confondues, ont appelé les travailleurs du monde à des actions de solidarité envers les travailleurs et le peuple du Chili. Le CISL, la CMT, la FSM ont appelé à faire du 11 septembre une Journée d'action pour le Chili. Nous considérons très positive cette action convergente des trois centrales.

Nous pensons donc que nous devons poursuivre notre effort unitaire en direction de la CISL sur les bases définies par le VIIIème Congrès Syndical Mondial et précisées par la dernière session du Conseil Général de la Havane.

La FSM et la CMT

Depuis plusieurs années, nous entretenons des rapports avec la CMT. Une évaluation objective nous amène à conclure qu'ils n'ont pas débouché sur des initiatives très concrètes. La CMT est restée sur les positions exprimées lors de son Conseil de Milan en 1970. C'est-à-dire «dialoguer» avec la FSM. Au VIIIe Congrès, nous avons analysé ces positions de la CMT.

Nous constatons même un certain recul de la CMT par rapport à la FSM. En 1973, nos efforts convergents avaient conduit à la Conférence Syndicale Mondiale contre l'apartheid. En 1972, en commun avec d'aut-

TÜRKİYE SOSYAL ARAŞTIRMA VAKFI

res organisations, nous avions élaboré une bonne plate-forme pour l'action au BIT. Mais il faut bien constater qu'au cours de la Conférence de l'OIT de 1975, la CMT est retombée dans les ornières du passé, tournant délibérement le dos aux engagements pris et aux principes définis avec nous et d'autres organisations en 1972.

La FSM et les organisations syndicales régionales ou continentales

Nous attachons une grande importance au développement des relations, de la coopération, de l'action avec les organisations syndicales régionales ou continentales. Nous voyons dans le processus unitaire par continent un des chemins pour aller vers plus d'unité sur le plan mondial. Et c'est une tendance qui existe réellement, nous pouvons le constater dans chaque continent, certes à des degrés divers. Nous sommes donc pour encourager et aider ce processus unitaire continental et pour développer avec les organisations continentales existantes ou à venir la coopération syndicale.

Nous estimons que cette coopération est bonne avec la CISA et le CPUSTAL et nous continuerons à tout faire pour l'améliorer, notamment dans le sens de la rendre toujours plus efficace pour la défense des intérêts des travailleurs.

Avec la CES

Cette organisation européenne, créée à l'origine avec les seules organisations de la CISL, élargie par la suite aux organisations de la CMT, puis à la CGIL, se voulait une organisation de renouvellement du syndicalisme à l'échelle européenne, d'efficacité, d'impulsion de l'action conjointe des syndicats européens.

Sans doute, son existence est encore récente, mais il ne nous semble pas que pour l'instant son activité et son action correspondent aux ambitions qu'affichaient ses promoteurs. Pour l'instant du moins, il semble qu'elle a déçu quelques espérances.

Ses attaches assez étroites avec la CISL, ses difficultés à prendre résolument en main la défense des intérêts des travailleurs européens face aux monopoles et à la CEE, son ostracisme à l'égard de certains syndicats d'Europe occidentale et de la FSM, constituent pour elle un lourd handicap paralysant.

La FSM s'est adressée à elle sur mandat de son Bureau pour lui proposer récemment d'examiner conjointement la possibilité de développer une action convergente au sujet de l'inflation, du chômage et de la crise. La réponse a été plus que décevante. Elle tient en une ligne. «Les président et vice-président de la CES ne voient aucun intérêt à accepter vos propositions».

Cette cécité est regrettable et même dangereuse, mais nous croyons que les nécessités unitaires du mouvement syndical européen finiront par s'imposer aussi à la CES.

La FSM et l'unité syndicale en Afrique

Depuis toujours, la FSM entretient de bonnes relations aves bon nombre d'organisations syndicales africaines. Ce fut le cas également avec l'organisation continentale, l'USPA. Avec la nouvelle organisation continentale, l'OUSA, nous avons commencé tout récemment de nouer des relations. La perspective en Afrique est d'aller au début 1976 vers un congrès syndical africain constitutif d'une véritable organisation syndicale continentale unitaire. Nous soutenons cette initiative des syndicats africains. Nous souhaitons qu'elle aboutisse à la constitution d'une

TÜRKİYE SENDİKALAR KONFEDERASYONU ARŞİVİ

centrale continentale unitaire, indépendante, anti-impérialiste, défenseur résolu des revendications et des droits des travailleurs africains. D'ores et déjà, nous déclarons notre disposition à entretenir de bonnes relations et à coopérer avec une telle centrale sur la base de l'égalité en droits, des principes de la solidarité ouvrière, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la coopération librement consentie et réciproquement avantageuse dans le respect des engagements pris en commun. Quelques — uns de nos amis, et d'autres qui le sont moins, nous suggèrent de prendre position pour décider de la désaffiliation des centrales africaines de la FSM afin, pensent-ils, de «libérer» la nouvelle centrale de toute influence extérieure au mouvement syndical africain. Disons tout d'abord que nos centrales nationales sont absolument souveraines pour décider en la matière, chacune pour elle. Mais très sincèrement nous croyons que ce n'est pas l'affiliation à la FSM qui peut gêner l'unité syndicale africaine. Les influences extérieures néfastes qui peuvent s'exercer ne sont pas liées à l'affiliation, d'autres moyens sont utilisés pour cela par ceux qui veulent attenter à l'indépendance de l'organisation.

Nous croyons que les syndicats africains n'ont rien à redouter de l'influence que peut avoir la FSM.

Tout en soutenant l'idée d'une centrela continentale africaine, nous croyons que l'heure n'est pas à l'isolationnisme, serait-il continental.

L'impérialisme et les sociétés multinationales ont déja fait fi depuis longtemps des barrières nationales ou autres. Pourquoi le mouvement syndical devrait-il se priver d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour resserrer les liens de solidarité internationale entre tous les travailleurs du monde.

Ces liens peuvent revêtir diverses formes. Ils peuvent et doivent s'établir entre la FSM et l'organisation régionale. Mais nous croyons que c'est insuffisant. Selon nous, chaque centrale nationale composant l'organisation régionale doit pouvoir avoir la faculté d'établir les liens qu'elle juge les meilleurs avec les organisations syndicales, qu'elles soient nationales ou internationales.

C'est une question de souveraineté, d'indépendance de chaque organisation. C'est aussi une question de réalisme. Quel doit être le contenu ou la qualité de ces liens ? C'est, croyons-nous, à chaque centrale nationale d'en décider.

Nous comprenons très bien le souci d'indépendance des camarades africains pour leur organisation syndicale. Et nous le soutenons. Nous affirmons que nous ne voulons aucunement porter atteinte à cette indépendance. Nous présentons pour cela au moins deux garanties:

1) Celle que nous dictent nos Statuts

Dans l'esprit et dans la lettre de nos Statuts, la FSM reconnaît à ses centrales affiliées le droit d'élaborer dans l'indépendance leur orientation, leur programme et leur action. Les relations entre la FSM en tant que telle et les centrales nationales affiliées, et entre les centrales nationales elles-mêmes au sein de la FSM, sont basées sur le respect mutuel, la pleine égalité de droits, l'indépendance réciproque et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Par conséquent, ces règles, qui sont devenues la pratique à l'intérieur de la FSM, sont encore plus valables lorsqu'il s'agit des relations avec les organisations non membres de la FSM.

2) La deuxieme garantie que nous présentons, c'est celle de la pratique de l'expérience

Dans deux organisations régionales se trouvent des organisations nationales affiliées à la FSM: le CPUSTAL et la CISA. Cela ne les empêche

TÜRK SOSYAL HAREKET VAKFI

pas d'être des organisations unitaires, et particulièrement pour la CISA, largement unitaire de par sa composition puisqu'elle rassemble toutes les organisations des pays arabes.

Ces organisations peuvent témoigner, croyons-nous, que leur indépendance vis-à-vis de la FSM n'est pas en cause, et que la FSM, sous quelque forme que ce soit, n'a jamais attenté à cette indépendance.

* * *

LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

Au terme de cette analyse de la situation internationale et de la situation syndicale internationale, il convient d'apprécier comment s'est comportée la FSM, quelles sont ses tâches présentes et à venir, et comment elle va les réaliser.

Nous basant sur l'esprit et les orientations du VIII[e] Congrès Syndical Mondial, nous avons été guidés dans cette période par le souci:

- d'ouverture. Ouverture sur l'extérieur et à l'intérieur de la FSM;
- d'être un lieu privilégié d'échanges d'expériences;
- de perfectionner notre recherche, notre élaboration sur les questions actuelles qui préoccupent le mouvement syndical, afin de mettre à sa disposition des bases pour son orientation et son action;
- d'être plus orientés sur l'action.

Avant de dire quelques mots sur chacune de ces questions, nous voulons dire au Conseil Général que le volume de notre travail, de notre engagement, de l'éventail des questions que nous abordons désormais sur le plan international ont grandi.

Nous croyons aussi que la qualité de notre activité s'est améliorée.

Et ceci en raison de 3 facteurs principaux:

- D'abord parce que surgissent sans cesse de nouvelles nécessités plus nombreuses et plus complexes et auxquelles doit faire face inévitablement une organisation comme la nôtre.
- Ensuite parce qu'en raison de l'évolution positive de la situation internationale et syndicale, des progrès de l'unité, de la croissance de notre influence tant dans les différents continents, que dans les divers organismes internationaux, nos possibilités augmentent.
- Et enfin parce que, pour répondre à ces nécessités et à ces possibilités, nous avons développé davantage le travail collectif, amélioré certaines de nos méthodes de travail. L'amélioration du travail collectif s'est exprimée notamment par le fonctionnement de nos diverses commissions de travail:
  - Main-d'oeuvre féminine
  - Jeunesse
  - I. T. C.
  - Tourisme Social
  - Experts de la formation des cadres
  - Environnement,

et aussi par la création du Comité Consultatif sur les questions économiques et sociales. Nous devons porter une appréciation très positive sur le travail de ces commissions, ce qui a pour conséquence de qualifier notre activité et notre action, mais aussi d'augmenter le nombre de nos tâches et de nos engagements.

TÜRK SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Ceci ne doit pas nous cacher certaines de nos faiblesses, qu'il faut d'abord cerner, pour tenter de les surmonter. Nous en citerons quelques-unes, mais nous sollicitons aussi la coopération du Conseil Général.

Ouverture sur l'extérieur et a l'intérieur de la FSM

Notre volonté d'ouverture s'est exprimée:

- par l'accroissement et le renforcement de nos relations amicales et de coopération avec des organisations non-affiliées à la FSM;
- par notre souci et nos initiatives pour réaliser l'unité ou la coopération avec d'autres organisations syndicales internationales telles que la CISL et la CMT et les organisations régionales ou continentales (OUSA — USPA — CISA — CPUSTAL) et, particulièrement, sur des questions où nous exprimons des positions semblables ou proches;
- par notre participation à des actions et initiatives émanant d'organisations syndicales non-membres de la FSM, ou de comités unitaires. Nous avons oeuvré aussi pour susciter des initiatives unitaires;
- par notre participation et notre engagement à des actions et initiatives organisées, par ou avec des organisations non syndicales, mais sur des thèmes qui intéressent aussi le mouvement syndical;
- dans le caractère de cette 26ème session du Conseil Général. A l'occasion du 30ème anniversaire de la FSM, nous avons voulu élargir cette session à toutes les organisations fondatrices de la FSM et à celles avec qui nous entretenons de bonnes relations. C'est une initiative qui se place dans le cadre de notre engagement en faveur du dialogue, du rapprochement, de l'action unie.

Nous ne craignons pas de nous montrer tels que nous sommes à nos amis et à nos partenaires, et aussi à nos adversaires.

Nous ne craignons pas de soumettre nos analyses à la discussion de nos partenaires. Etant une organisation syndicale mondiale de masse et de classe, et par conséquent démocratique, nous sollicitons les opinions de ceux qui n'adhérent pas à la FSM afin de mieux tenir compte des diversités qui caractérisent le mouvement syndical mondial. Il y a à prendre dans les expériences de chacun. Nous ne voulons rien rejeter à priori. Nous ne voulons rien imposer non plus. Mais nous voudrions qu'on ne rejette pas sans examen ce que nous disons, et que l'on fasse l'effort de voir réellement ce que nous sommes. Nous souhaiterions enfin que certains de nos partenaires cessent de ressasser de vieux clichés, qui n'ont aucun rapport avec la réalité d'aujourd'hui, ni même avec celle d'hier. Nous voudrions que l'on prenne la peine de débattre à partir de ce que nous sommes réellement, de ce que nous disons réellement, de ce que nous faisons réellement. Nous redisons cela parce qu'encore, decidelà, on entend dire que nous poursuivrions des buts inavouables, que nous aurions des pensées secrètes, et que les contacts avec nous seraient à brève ou à longue échéance dangereux pour ceux qui les pratiquent. Ce que nous avons à dire pour faire progresser la cause de la classe ouvrière, nous le disons sans crainte. Nous voulons même être entendus. Tous nos partenaires avec qui nous avons conclu des accords peuvent témoigner que nous avons toujours respecté nos engagements, tous nos engagements. Sans aller au-delà, si nos partenaires ne le désiraient pas. Et nous n'avons jamais essayé d'imposer nos vues de quelque manière que ce soit. Nous croyons à la vertu du dialogue, de la discussion, de la persuasion, tournés vers l'action.

A l'intérieur de la FSM, l'esprit d'ouverture s'est exprimé par une

TÜRK-İŞ GÜSTAV SİRİT ARŞİVİ

meilleure utilisation de toutes les possibilités qu'offrent nos statuts. Nos statuts, en effet, permettent l'expression la plus large de la démocratie syndicale. Il ne peut en être autrement d'ailleurs, lorsqu'on veut bien se donner la peine d'examiner que la FSM est composée d'organisations syndicales de 68 pays et dont la diversité est indéniable.

La FSM est une organisation majeure et souveraine composée d'organisations majeures et souveraines. Cette réalité s'exprime dans les débats de nos organismes dirigeants chargés d'élaborer l'orientation et l'action de la FSM. Ce qui caractérise ces débats, c'est l'effort de compréhension mutuelle pour aboutir au consensus le plus large et presque toujours à l'unanimité.

C'est en cherchant à appliquer toujours mieux ces principes, en faisant de la FSM une organisation toujours mieux au service des grandes causes des travailleurs que nous étendrons son influence. Constatons d'ailleurs, pour nous en réjouir, que, depuis le VIIIe Congrès, nous avons assisté à un renforcement de la FSM puisque 8 nouvelles centrales de 8 pays ont rejoint ses rangs.

C'est, croyons-nous, appréciable. Cette croissance est confirmée par les récentes élection au Conseil d'Administration du BIT, où malgré la présentation d'une liste commune CISL-CMT et quelques organisations autonomes, nos candidats ont obtenu un nombre de voix jamais atteint auparavant et qui dépassait très largement le nombre de nos organisations affiliées présentes à la Conférence.

La FSM, lieu d'échange des expériences, et d'élaboration pour l'action

Nous pouvons apprécier que, depuis le VIIIe Congrès Syndical Mondial, et pour répondre aux exigences de l'heure, la FSM a accru son travail d'élaboration, pour tenter d'apporter des réponses valables aux problèmes contemporains du mouvement syndical. Ce travail est d'autant plus nécessaire que nous commes confrontés à des efforts particulièrement intenses de nos adversaires sur le plan idéologique, efforts qui visent à détourner la classe ouvrière de son véritable combat de classe.

Nous nous sommes attachés dans toute cette période à montrer quels étaient les véritables responsables de la situation difficile de la classe ouvrière des pays capitalistes, qui menaçait l'indépendance des peuples, nous avons défini des solutions. En nous appuyant sur le riche document fondamental que constitue la Charte des droits des syndicats et des revendications économiques et sociales des travailleurs à l'étape actuelle, nous avons aidé au développement du mouvement syndical dans de nombreux pays, nous avons fait progresser les revendications dans tous les organismes intéressés.

Depuis, nous avons enrichi, complété encore nos analyses et, ce faisant, combattu les théories de la collaboration de classe, fait progresser le combat de classe.

Nous pensons notamment à l'analyse faite par la session extraordinaire du Bureau de la crise du monde capitaliste et des véritables solutions pour en sortir. Nous pensons à d'autres élaborations sur les aspects économiques et sociaux du désarmement, sur la logement social, sur le rôle des ingénieurs et techniciens dans la société, sur les multinationales, etc.

Nous préparons une importante étude sur la crise monétaire, à paraître sous forme de livre, une sur le secteur d'Etat et les nationalisations dans certains pays, avec la collaboration de spécialistes, de militants syndicaux, et du Comité Consultatif Socio-Economique.

Notre Département économique et social travaille à l'élaboration de documents:

- sur la géographie mondiale de l'émigration;
- sur la situation économique et sociale en Amérique Latine;
- sur les problèmes de la faim dans le monde liés à la responsabilité des sociétés multinationales dans la crise alimentaire et à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial avec les questions connexes du Fonds Monétaire International et des diverses institutions de l'ONU chargées des problèmes du développement.

Avec notre Commission des ITC nous allons élaborer des analyses et des propositions sur:

- les transferts de technologie;
- le dévoiement de la science et de la croissance par l'impérialisme;
- la qualification, l'exode des connaissances, l'équivalence des diplômes;
- les effets dangereux de l'idéologie technocratique gestionnaire.

Enfin, nous allons éditer une brochure sur ce qu'est la FSM.

Notre activité se développe également dans le domaine des aspects sociaux de la vie des travailleurs et de leurs familles.

C'est ainsi que, fin octobre, aura lieu à Prague la tenue d'un Symposium sur le logement social que nous organisons en commun avec l'UIS du Bâtiment et au cours duquel nous voulons dégager les lignes d'action syndicale en faveur de la construction de logements sociaux et d'une politique d'urbanisme répondant aux besoins modernes.

Donc, il y a, pensons-nous, une amélioration qualitative et quantitative de notre travail pour répondre mieux aux questions concrètes posées aujourd'hui au mouvement syndical.

Mais nous devons et pouvons, avec l'aide des centrales nationales, avec le Comité consultatif, avec le Département économique et social, développer encore ce travail.

Ce qui nous importe n'est pas l'élaboration pour l'élaboration, mais l'élaboration pour contribuer au développement de l'action.

Et c'est ici sans doute que devra, dans les mois à venir, s'appliquer davantage notre attention. La FSM et surtout les UIS doivent devenir toujours plus des centres d'élaboration, d'impulsion, voire de coordination de l'action syndicale internationale.

La FSM et la défense des revendications des différentes catégories de travailleurs

- Les femmes travailleuses:

L'Année internationale des femmes proclamée par l'ONU sur l'initiative de la FDIF, soutenue par la FSM, n'a pas pris notre organisation au dépourvu. Depuis quelques années déjà, nous avons à notre actif plusieurs réalisations. Mais l'Année internationale de la femme a incontestablement donné une impulsion nouvelle à notre activité. Cette décision de l'ONU a trouvé un écho profond parmi les travailleuses.

Les initiatives et les actions ont été innombrables et ont touché tous les pays. On peut affirmer déjà que rien ne sera plus tout à fait comme avant. Un certain nombre de revendications ont été acquises, d'autres le seront grâce à l'impulsion donnée à l'action. Une prise de conscience plus grande se dégage de ces derniers mois. Il est clair que cela suppose pour la FSM des possibilités nouvelles de travail et d'action. Notre Commission de travail sur la main-d'oeuvre féminine va s'attacher à une évaluation

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ VAKFI

des résultats de cette année et établir en conséquence un plan d'action qui doit constituer un prolongement dynamique de cette année internationale.

● Les ingénieurs, cadres, techniciens, travailleurs scientifiques

La constitution de notre groupe de travail sur les ICT a correspondu à un démarrage et au développement d'une grande activité dans ces catégories de travailleurs. Elle a conduit notamment à la tenue le mois d'avril dernier à Turin (Italie) de la Ière Conférence Syndicale Mondiale des ICT et travailleurs scientifiques préparée par un comité unitaire. La participation très large, le haut niveau des discussions et des documents issus de la conférence, nous donnent matière pour un nouveau bond en avant de notre activité et de notre action.

C'est ainsi, outre les études et propositions indiquées plus haut, que nous allons agir pour dégager toutes initiatives favorables à la mise en oeuvre de la Charte revendicative adoptée par la conférence. Cette orientation nécessitant une liaison de plus en plus étroite avec les réalités des différentes branches professionelles, nous recommandons aux UIS la mise en place de groupes de travail sur les ICT. Dans l'immédiat, il serait opportun que ces groupes fonctionnent ou se mettent en place dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, l'agriculture et la FISE (recherches).

Le développement de cette activité nous conduit aussi à engager, à développer une coopération que nous souhaitons étroite et concrète avec la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques.

Une importante rencontre au sommet est d'ailleurs prévue pour les 13 et 14 octobre sur deux thèmes précis:

● les problèmes de l'écologie
● les problèmes du désarmement.

La jeunesse travailleuse

Depuis le VIIIe Congrès Syndical Mondial, la FSM a amélioré ses activités, contribuant ainsi à élargir ses relations avec de monbreux départements de la jeunesse, y compris de centrales syndicales affiliées à la CISL. De même, dans le cadre de l'UNESCO, la coopération avec la CISL et la CMT et des organisations de jeunesse a permis de poser avec plus de force devant cette institution les problèmes de la jeunesse travailleuse.

Ce bilan est donc positif mais il ne doit pas cacher les difficultés que nous rencontrons d'une façon générale et sur certains continents en particulier.

C'est pourquoi nous travaillons à l'organisation en 1976 d'une Conférence Syndicale Mondiale sur le thème »La place et le rôle de la jeunesse travailleuse dans la société et au travail«. Cette Conférence contribuera à associer toujours plus étroitement la jeunesse travailleuse au combat général de la classe ouvrière pour le progrès social, les libertés et la paix. Toutes les centrales nationales adhérentes à la FSM accorderont une grande attention à la préparation de cette Conférence pour en assurer le succès.

Pour préparer également cette Conférence nous prévoyons des initiatives en Amérique Latine, en Afrique et en Asie.

En Europe, nous apporterons notre contribution au succès du Rassemblement de la jeunesse et des étudiants qui aura lieu à Varsovie.

Ce rassemblement de la jeunesse et des étudiants témoigne des progrès de la coopération entre les organisations de jeunesse, coopération à laquelle nous travaillons en cherchant à y associer toujours plus largement l'ensemble du mouvement syndical.

SSCB TÜSTAV SOVET ARAŞTIRMA MERKEZİ

Nous continuerons nos efforts pour améliorer notre travail à l'ONU et ses institutions spécialisées et, en particulier, à l'UNESCO.

Nous continuerons également à oeuvrer pour que les publications de la FSM reflètent encore mieux les préoccupations et aspirations de la jeunesse travailleuse.

Les travailleurs migrants

Notre activité dams ce domaine est loin d'avoir été au niveau des nécessités. Nous avons pris du retard, d'autant plus grave que les problèmes de l'immigration revêtent pour des millions de travailleurs des conséquences aiguës. Il convient donc sans tarder de remédier à cette faiblesse. Nous nous proposons de mettre en place rapidement une commission de travail chargée de définir les tâches qui se posent à la FSM et les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

Les U. I. S.

Il n'est nul besoin de souligner à nouveau devant le Conseil Général l'importance croissante des UIS sur le plan syndical mondial. La réunion commune du Bureau de la FSM et des Présidents et Secrétariats des UIS (Prague, 15—16 mai 1974) a abordé les principaux problèmes, les principales tâches, qui sont posés aux UIS, ainsi que les méthodes et les moyens de leur activité.

Ces orientations restent valables.

Nous pouvons apprécier qu'il y a des progrès.

- dans le domaine de l'unité ,des relations avec des organisations non-affiliées, des relations avec d'autres organisations professionnelles corres-correspondantes de la CISL et de la CMT.
- dans le choix des initiatives qui sont plus adhérentes à la réalité des problèmes concrets des travailleurs.
- dans l'élaboration de plates-formes revendicatives et d'études diverses.
- dans l'engagement des UIS dans les institutions de l'ONU (BIT—FAO—UNESCO).

Mais il faut noter qu'il y a des inégalités entre les UIS. Ce qui soulève le problème des moyens politiques et matériels dont doivent disposer les UIS.

Ce qui suppose aussi une nouvelle recherche parmi les méthodes d'échanges d'expériences entre les UIS et la FSM. Ce problème va revêtir d'autant plus d'acuité avec la décentralisation des sièges d'UIS.

Mais le problème majeur d'orientation qui est posé aux UIS et à la FSM tout entière, c'est comment, à l'heure des sociétés multinationales, nous allons réussir à faire que les UIS soient de véritables centres **d'élaboration, d'impulsion, de coordination de l'action syndicale internationale.**

La FSM et les continents

L'examen de l'activité de la FSM dans les divers continents indique, dans son ensemble, une amélioration qui, dans certains aspects, est notable.

Des progrès qualitatifs et quantitatifs sont enregistrés dans les relations du Secrétariat avec les centrales syndicales nationales adhérentes et amies; dans la recherche des rapports de collaboration avec les centrales

İŞÇİ SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

autonomes et de différente affiliation internationale; dans le soutien de l'activité et des initiatives de nos centrales visant à faire progresser l'unité d'action et l'unité syndicale, soit sur le plan national, soit régional et continental; dans l'aide multiforme aux centrales syndicales qui oeuvrent dans les situations difficiles dues à l'absence ou à la limitation des droits syndicaux.

Si ces progrès sont incontestables, nous considérons toutefois qu'il est nécessaire et possible de faire mieux, pour impulser l'action et les initiatives selon les particularités de chaque continent:

- pour le renforcement de l'union et de l'unité syndicale,
- pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et contre le soos-développement, pour l'indépendance nationale,
- contre les conséquences de la crise économique et contre l'activité néfaste des sociétés multinationales,
- pour la solidarité,
- et sur tous les problèmes qui affectent particulièrement tel ou tel continent.

Dans ce but, la FSM devrait:

- réaliser une plus grande liaison et coordination entre les centrales adhérentes d'un même continent,
- examiner les possibilités d'une propagande plus adhérente à chaque spécificité continentale,
- améliorer la coordination des efforts et des initiatives de la FSM, des UIS et aussi des centrales nationales,
- améliorer de façon sensible le travail collectif du Secrétariat de la FSM vers les continents;
- avoir une meilleure connaissance permanente de l'évolution dans chaque continent, afin de répondre à temps par des initiatives adéquates.

En partant de ce jugement d'ensemble des progrès et des limites de l'activité de la FSM dans les continents, nous considérons que, en ce qui concerne chacun d'eux pris dans sa spécificité, on peut présenter au Conseil Général les évaluations suivantes:

Europe

Des événements politiques et syndicaux importants ont marqué l'évolution dans ce continent:

- la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne
- la Conférence syndicale européenne.

Ces deux événements ouvrent des perspectives nouvelles pour le succès de l'action pour l'organisation de la paix, de la réduction des armements et du désarmement, de la dissolution des blocs militaires, de la coopération entre les peuples, de la coopération syndicale.

La FSM continuera d'agir pour ces buts et pour le respect des engagements signés à Helsinki:

- elle poursuivra sa solidarité aux travailleurs et au peuple espagnol, au Portugal démocratique, au peuple chypriote;
- nous devons poursuivre notre réflexion pour surmonter les carences en ce qui concerne notre activité en direction de la Communauté européenne et du Conseil d'entraide économique. Les centrales d'Europe

İŞÇİ SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

dans leurs réunions périodiques devraient examiner les moyens qui sont nécessaires pour surmonter ces difficultés.

En ce qui concerne le développement des initiatives de la FSM en Europe, nous pouvons soumettre à la réflexion de nos centrales syndicales européennes deux propositions d'initiatives:

1. Avec l'évolution de la crise dans l'Europe capitaliste et l'emprise croissante des grandes sociétés multinationales sur l'économie et la politique, sont avancées de plus en plus des revendications telles que la nationalisation, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, la démocratie industrielle, etc. Est-ce que le temps n'est pas venu d'organiser un séminaire sur ces thèmes qui resteraient à préciser ? Il s'agirait d'un séminaire ouvert à toutes les organisations syndicales d'Europe capitaliste et socialiste, sans distinction d'affiliation, qui pourrait être organisé soit par la FSM, ou peut-être mieux par une centrale nationale.

2. La coopération entre les pays socialistes et les pays capitalistes se développe et l'on peut raisonnablement penser qu'elle va s'intensifier. Nous avons commencé d'aborder ces questions à la session du Bureau extraordinaire de Berlin. Dans la mesure où ces rapports se développent, augmente aussi l'importance des rapports entre syndicats des pays socialistes et capitalistes. C'est positif. Est-ce qu'il ne secrait pas opportun d'organiser une rencontre ouverte à toutes les centrales nationales du continent sur les thèmes des relations économiques des pays socialistes et capitalistes et de la solidarité syndicale européenne ?

Afrique

La situation en Afrique témoigne du développement croissant du mouvement pour l'indépendance économique.

Les centrales affiliées et amies de la FSM ont besoin de tout notre soutien en vue d'aider le mouvement syndical africain à participer de la manière la plus efficace à ce processus. Un rôle spécial et pratique revient à la FSM et un certain nombre de tâches en découlent.

- Parmi celles-ci devraient figurer l'intensification et l'amélioration du travail de formation syndicale;
- l'extension de la campagne d'information et d'explication;
- l'organisation d'une consultation parmi les organisations syndicales des pays signataires de la Convention de Lomé, qui aiderait dans une large mesure à l'élaboration d'une position commune des syndicats;
- l'intensification de notre campagne de solidarité avec les travailleurs et les peuples du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud dans leur lutte contre le colonialisme, la discrimination raciale et l'apartheid;
- Dans ce sens, la FSM a exprimé son accord avec la proposition issue du Symposium sur le colonialisme et l'apartheid, organisé en commun par l'OUA et l'OUSA en avril dernier à Dar-es-Salaam, de constituer un Comité Syndical International groupant les organisations internationales et régionales afin de coordonner l'action contre l'apartheid.

Asie

Des progrès ont été effectués dans notre activité en Asie, mais il reste encore beaucoup à faire.

Dans la prochaine période, nous devrions retenir les priorités suivantes:

- Dans les nouvelles conditions historiques créées par la victoire des peuples d'Indochine, continuer la solidarité avec le Laos, le Cambodge, le Vietnam.

TÜSTAV SOSYAL ARAŞTIRMALARI

Cette victoire a contraint l'impérialisme à modifier sa stratégie dans le continent, ou tout au moins à s'appuyer sur d'autres forces réactionnaires dans certains pays d'Asie.
Il faut donc mener une action plus résolue pour le démantèlement des bases militaires dans l'Océan Indien et le Pacifique et pour la fin de la domination coloniale sur de nombreuses îles de la région.

- Développer l'action de solidarité avec les travailleurs et le peuple de Corée.
- Prendre de nouvelles mesures pour la libération des prisonniers politiques ot syndicaux en Indonésic.
- Elargir et renforcer nos relations avec les organisations non-affiliées.
- Continuer, en coopération avec l'AITUC, la tenue de séminaires asiatiques sur des thèmes d'intérêt commun et améliorer avec notre organisation la coopération sur la question de la formation des cadres syndicaux en Asic.
- Continuer nos efforts pour la réalisation d'une rencontre unitaire de tous les syndicats du continent.

Amérique

La réunion du Conseil Général de la Havane, en octobre dernier, était consacrée essentiellement à l'examen de la situation et des problèmes des travailleurs et des peuples d'Amérique Latine.
Ses débats et ses décisions ont donné une nouvelle impulsion à la réalisation, en Amérique Latine, des tâches fixées par le VIIIème Congrès Syndical Mondial.
L'évolution de la situation, après la réunion du Conseil Genéral, confirme la justesse des analyses de celui-ci, qui soulignaient l'affrontement de plus en plus grand entre les peuples latino-américains et l'impérialisme américain.
Il convient donc de poursuivre notre action pour l'application des tâches définies à la Havane et notamment:

- développement de notre politique unitaire pour aller vers un front uni du mouvement syndical dans chaque pays et au plan continental;
- solidarité la plus large et la plus efficace envers les peuples du Chili, d'Uruguay, de Bolivie, du Brésil, de Porto Rico et d'autres pays;
- soutien de l'action pour la récupération des richesses nationales, de la souveraineté nationale, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial;
- soutien des luttes des travailleurs contre la misère, pour l'emploi, contre les conséqunces de la crise du monde capitaliste.

La FSM et la solidarité

Une part importante de l'activité d'une organisation telle que la nôtre est tournée vers l'expression concrète de la solidarité envers les travailleurs et les peuples qui luttent dans des conditions les plus difficiles, contre l'exploitation capitaliste, contre l'impérialisme et toutes ses manifestations. Il serait trop long d'entrer dans l'énumération de nos initiatives à ce sujet. Qu'il s'agisse du soutien des travailleurs en grève, de ceux qui sont victimes de la répression patronale ou gouvernementale, qu'il s'agisse du soutien de toutes les grandes causes comme celle des travailleurs et des peuples, de Palestine, du Chili, du Portugal, d'Espagne, d'Indochine et bien d'autres encore que vous m'excuserez de ne pas citer pour ne pas trop allonger, nous déployons un large éventail d'actions.

TÜRKİYE DEVRİMCİ SENDİKALAR KONFEDERASYONU ARŞİVİ

Déclarations, protestations, interventions auprès des gouvernements et divers organismes, campagnes publiques, missions, conférences, solidarité matérielle, etc. La solidarité a plus souvent acquis des caractéristiques d'actions politiques de masse, ainsi notamment avec le Chili.

Sans doute, faut-il améliorer encore les formes de cette solidarité pour la rendre plus efficace. Mais cette question est en partie liée à celle de nos moyens, et peut-être aussi à la conception de la solidarité. Chaque centrale nationale développe ses propres activités de solidarité, ce qui est absolument juste, mais, peut-être, parfois, il vaudrait mieux aller vers plus de coordination, voire à une concentration de tous nos moyens.

C'est cette nécessité qui nous a poussés, face à la situation préoccupante existant au Portugal, à tenir, le 8 septembre dernier, une réunion des centrales nationales d'Europe, dont vous connaissez les décisions, visant à coordonner et intensifier nos activités de soutien de la lutte des travailleurs portugais pour barrer la route au fascisme et sauver la démocratie. La tenue de cette réunion, les accords adoptés, l'effort accompli par la suite pour mener de concert les activités les plus diverses en vue d'intensifier la solidarite et promouvoir une mobilisation unitaire, constitue une expérience positive à cet égard.

L'activité de la FSM à l'ONU et dans ses institutions spécialisées

La détermination de la FSM à défendre les intérêts des travailleurs partout et en permanence nous a engagés à intensifier notre travail au sein de l'ONU et ses institutions spécialisées.

Notre préoccupation majeure dans ce domaine a été et est toujours de donner plus de vie et d'efficacité à notre statut consultatif dans cet organisme.

Durant plusieurs années, nous avons réclamé que notre association à l'activité des Nations Unies et à ses institutions spécialisées ne se limite pas à la participation aux réunions, à la présentation de déclarations qui, souvent, ne sont pas prises en considération, mais que l'on nous accorde la possibilité de participer effectivement à l'élaboration des programmes de ces organismes et d'être plus étroitement liés à leur miex en application.

En raison de notre insistance auprès du Secrétariat de l'ONU lors de la 6ème session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU en avril de l'année passée, ledit Secrétariat a accepté de contacter les trois centrales syndicales internationales pour créer une sorte d'organisme consultatif qui se réunirait chaque année.

Nous considérons cela comme une reconnaissance, de la part du Secrétariat de l'ONU, du rôle que peuvent et doivent jouer les syndicats dans la recherche d'une solution positive des problèmes économiques et sociaux qu'affronte le monde conterporain.

Pourtant, cette reconnaissance est encore assortie de limites imposées par des gouvernements. Nous pensons notamment à l'éviction des organisations syndicales de la commission de l'ECOSOC sur les transnationales malgré les recommandations du Secrétaire Général de l'ONU. D'autre part, les règlements des Nations Unies nous empêchent encore de prendre part aux débats de l'Assemblée Générale, limitant ainsi la participation effective des syndicats aux activités des Nations Unies.

Cette question, ainsi que plusieurs autres, ont été discutées lors de la première rencontre officielle entre les Nations Unies et les trois centrales syndicales internationales, en juillet dernier. Elles figuraient aussi parmi les points discutés par le Secrétaire Général de la FSM et le Secrétaire Général de l'ONU au début de juillet.

ÖSTA Y SOCIAL HISTORIA ARKISTO (SHA/KA)

Lors de la reunion de juillet entre les trois centrales syndicales internationales et l'ONU, un grand éventail de questions a été discuté:

- l'examen général de la politique économique et sociale internationale;
- la convocation de la 7e session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les matières premières et le développement;
- l'activité de la Commission de l'ECOSOC sur les sociétés transnationales et la place de première importance que les syndicats revendiquent dans cette Commission;
- les formes pratiques des relations de travail à venir entre l'ONU et le mouvement syndical international.

Il faudrait souligner ici que les points de vue des syndicats concernant les questions discutées étaient similaires ou identiques. Ils ont souligné la possibilité pour ces organisations de coopérer avec l'ONU et ses institutions spécialisées pour surmonter les conséquences de la grave crise économique qui existe dans les pays capitalistes, établir un nouvel ordre économique mondial qui soustraira les peuples des pays en voie de développement et les travailleurs du monde capitaliste à l'exploitation illimitée des sociétés multinationales.

Prenant ceci en considération, la FSM a élaboré et déposé une déclaration sur ces questions à la 7ème session extraordinaire de l'Assemblée Générale qui s'est tenue le mois passé à New York.

Etant donné que la FSM a été privée, comme d'habitude, de prendre la parole pour intervenir dans l'Assemblée, elle a donné des directives à son représentant permanent pour contacter le plus grand nombre de délégués possible afin de les convaincre que le problème du développement discuté par l'Assemblée doit être résolu avec la participation active de ceux qui sont les plus concernés par ce problème, et, en premier lieu, les travailleurs.

Nous déployons les mêmes efforts dans les divers organismes de l'ONU: UNESCO, FAO, UNIDO. Un progrès important a été réalisé mais il est toujours loin d'être satisfaisant.

UNESCO

Sur l'initiative de la FSM, depuis 1973, ont lieu chaque année des rencontres entre, d'une part, l'UNESCO, d'autre part la FSM, la CISL et la CMT. Celle de 1974 a porté sur l'éducation des adultes. La troisième aura lieu fin 1975, probablement sur le thème »formation professionnelle«.

Concernant l'UNESCO, la FSM orientera son activité principale en 1976 et en 1977 vers les domaines suivants:

- éducation permanente et notamment éducation des adultes;
- alphabétisation fonctionnelle (assistance technique et financière de l'UNESCO aux syndicats);
- formation professionnelle (jeunes et femmes);
- travailleurs migrants (alphabétisation, éducation, formation professionnelle et culture).

FAO

Déjà, depuis 1972, a eu lieu chaque année une réunion »ad hoc« entre la FAO et les centrales syndicales internationales (FSM, CISL, CMT). Ces rencontres annuelles FAO-syndicats sont désormais officiellement intégrées dans les programmes de la FAO.

L'initiative prioritaire de la FSM en direction de la FAO pendant les trois prochaines années doit être orientée vers une préparation unitaire

TÜRKİYE SENDİKALAR TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

(avec la CISL et la CMT) de la Conférence Mondiale sur les Problèmes agraires et le développement rural, qui doit avoir lieu en 1978 sous l'égide de l'ONU et dont la préparation sera certainement confiée à la FAO. Cette Conférence devant traiter surtout des réformes agraires.

ONUDI

La FSM poursuivra également son travail au sein de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour faire valoir les aspects du progrès social par rapport au développement industriel dans les pays en voie de développement et pour attirer l'attention de l'ONUDI sur l'opportunité de créer dans ces pays un puissant secteur public capable d'exploiter leurs richesses nationales et les transformer sur place au profit des peuples et des travailleurs de ces pays.

OIT

En ce qui concerne l'OIT, les membres du Conseil Général ont été informés en détail de notre attitude à l'égard de cette organisation. Nos positions peuvent être résumées dans les discussions qui ont eu lieu entre le Secrétaire Général de la FSM et le Directeur Général du BIT, en mai 1975, ainsi que dans la note que nous avons rédigée sur les résultats de la 60ème Conférence Internationale du Travail.

Toutefois, alors que nous poursuivons notre politique qui se propose de rallier ces organisations de plus en plus aux aspirations des travailleurs, notamment en cette heure de crise, nous pensons que des résultats substantiels ne peuvent être acquis sans la démocratisation de la structure de l'OIT.

Nous devons donc, en premier lieu, mettre l'accent sur cette question.

Nous appelons une fois de plus les centrales nationales à accorder encore plus d'attention à l'activité au sein de l'OIT. Ceci devrait se faire en commençant par le niveau national:

- insister auprès de nos gouvernements pour qu'ils ratifiient les conventions de l'OIT concernant directement les questions qui importent aux travailleurs;
- réclamer qu'elles soient consultées par les gouvernements respectifs au sujet des questions concernant l'OIT;
- insister sur des présentations non discriminatoires aux conférences annuelles de l'OIT;
- être bien préparés pour les Conférences annuelles pour pouvoir participer dans leurs sessions plénières et leurs commissions;
- participer activement aux travaux des commissions industrielles;
- oeuvrer pour une représentation équitable de tous les courants syndicaux tant dans l'appareil de l'OIT que dans le Conseil d'Administration du BIT.

La FSM et la formation des cadres syndicaux

Le nombre de nos actions éducatives s'est accru sensiblement. Cependant, du fait de nos **moyens limités**, nous n'avons pas été et ne sommes pas en mesure de répondre pleinement aux possibilités nouvelles liées à l'évolution de la situation dans le monde.

Par ailleurs, le **caractère souvent improvisé** de nos actions éducatives, imposé quelquefois en raison de la situation qui se présente dans l'un ou l'autre des pays concernés, a limité la coopération entre la FSM et les centrales nationales.

FÜR DIE SOZIAL FORSCHUNGSSTIFTUNG

Enfin, si nous avons amélioré quantitativement nos actions éducatives, il s'agit aussi de **les améliorer qualitativement**, c'est-à-dire qu'elles doivent viser à ce que les centrales nationales des pays en voie de développement que nous aidons puissent, à plus ou moins long terme, former elles-mêmes leurs propres cadres syndicaux.

Avec l'essor des luttes des pays en voie de développement grandit le rôle du mouvement syndical. Corollairement, s'accroît dans ces pays la nécessité de développer l'éducation syndicale, pour que le mouvement syndical, dans les conditions nouvelles de la lutte contre l'impérialisme, puisse faire face à ses responsabilités.

La FSM doit donc encore accentuer ses efforts, dans le domaine de l'éducation syndicale, pour répondre mieux aux besoins des pays en voie de développepement, et ceci d'autant plus que des pressions idéologiques importantes s'exercent sur les organisations syndicales de ces pays pour tenter de dévoyer leur action dans l'ornière des illusions de la collaboration de classes et de les isoler de l'ensemble du mouvement syndical, voire de les diviser entre elles. Nos efforts devront principalement porter vers un développement de nos actions éducatives de caractère national et pour une formation de masses des cadres syndicaux, sur la base éprouvée des principes de lutte de classe et des orientations de la FSM. Dans ce même esprit, nous devrons aider les UIS á renforcer leurs activités éducatives dans leurs domaines respectifs.

Dans ce but, la coopération avec les centrales nationales affiliées qui aident également á la formation des cadres syndicaux dans les pays en voie de développement sera approfondie. Cette coopération doit tendre à une plus grande coordination des activités éducatives, seule capable de répondre aux besoins de ces pays.

Une telle orientation conduira á élargir le rôle du Groupe consultatif permanent d'experts de la FSM, à le réunir régulièrement et à assurer les conditions qui donnent réellement la possibilité aux experts de la FSM d'appliquer cette orientation. Notamment, les plans des activités éducatives de la FSM devront être élaborés soigneusement et suffisamment à l'avance pour permettre leur articulation avec les plans des centrales nationales intéressées.

Nous devons aussi veiller à élever le contenu de nos activités éducatives. Ce contenu doit viser, d'une part, à former des cadres syndicaux et, d'autre part, à former des éducateurs susceptibles de prendre en charge dans leurs propres pays l'éducation syndicale.

Dans les régions où nous avons toujours des difficultés pour développer dans certains pays nos actions éducatives, nous continuerons et élargirons notre coopération avec les écoles et instituts syndicaux, notamment dans le cadre des initiatives régionales éducatives organisées par ces écoles et instituts. Dans ce contexte, nous veillerons á établir et élargir notre coopération avec les deux écoles syndicales qui ont été créées au cours de cette année à Cuba et en Inde, pour renforcer notre travail éducatif dans les régions concernées.

De même, nous continuerons à renforcer notre coopération avec le BIT, l'UNESCO et la FAO dans le domaine de l'éducation syndicale.

Telles sont, chers camarades, les considérations et propositions que nous soumettons à la présente session du Conseil Général.

PROPERTY OF THE TRADE UNION ARCHIVES

CONCLUSIONS

présentées par PIERRE GENSOUS
Secrétaire général de la FSM

La discussion qui vient de s'achever confirme l'orientation et enrichit la proposition d'activité que nous avons avancée dans les rapports d'ouverture.

Elle a mis en évidence la concordance de nos opinions concernant l'analyse de la situation présente et les tâches qui en découlent pour la FSM et pour le mouvement syndical mondial dans son ensemble. Elle a mis aussi en évidence les possibilités nouvelles qui s'offrent à l'activité, au rayonnement, à l'influence de la FSM.

Ces possibilités sont déterminées:

- par la situation favorable actuelle sur le plan intersyndical,
- par l'analyse de classe que nous faisons de cette situation,
- par les solutions que nous avançons et qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs et des peuples,
- par notre capacité d'action pour la mise en oeuvre de ces solutions.

Permettez-moi de remercier tous les camarades du Conseil Général qui ont participé à la discussion, et particulièrement tous ceux qui, bien que n'étant pas affiliés à la FSM, ont tenu à apporter leur contribution à la définition de notre ligne d'orientation et d'action. Elle est ainsi plus riche, plus adhérente aux diversités qui composent le mouvement syndical mondial.

Ponctuant une période de 30 années d'existence de la FSM, à mi-chemin entre deux congres, et se tenant de plus dans une situation internationale porteuse de riches et importants développements, ce Conseil Général était appelé à avoir une grande résonance pour la FSM. A-t-il répondu à cette attente? Les mois à venir nous le diront avec plus de certitude, mais je crois que nous pouvons apporter déjà une réponse positive à cette question.

* * *

Le monde capitaliste est en crise profonde dans tous les domaines. La discussion l'a illustré par de nombreux exemples. Les luttes de classe contre les monopoles et leur pouvoir s'intensifient, le mouvement populaire s'étend à la plupart des couches non monopolistes. Il s'attaque aux conséquences, mais souvent aussi aux raisons profondes de la crise. Par conséquent, il est porteur de changements démocratiques.

Dans le même temps, le mouvement de libération nationale est entré dans une nouvelle étape: celle de la libération économique. Les peuples du »Tiers-Monde« posent désormais avec force leur droit à la maîtrise de leurs richesses nationales. Ils veulent construire leur propre économie nationale indépendante. Ils réclament l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial fondé sur le respect de la souveraineté, de l'égalité, de l'interêt mutuel.

Pour parvenir à cela, ils s'organisent, renforcent leur cohésion et leur solidarité.

ARHIVE SOCIALE TUTELARE BASTIDA VIKEI

Ces grandes évolutions se produisent alors que se confirme le tournant dans les relations internationales, le tournant vers la détente, la coexistence pacifique, la coopération internationale. Ce qui ouvre des perspectives plus favorables aux luttes de classe et aux luttes pour l'indépendance.

Ces grandes évolutions se produisent aussi dans le même temps où les pays socialistes renforcent toutes leurs potentialités.

Ce contraste qui s'approfondit, entre la situation des pays capitalistes et celles des pays socialistes, contribue à éclairer les travailleurs sur la supériorité du socialisme. D'autre part, le type de relations et de coopération qui se développe entre les pays socialistes et les pays sous-développés, et qui préfigure ce que devrait être une véritable coopération à l'échelle mondiale excluant les rapports de domination et d'exploitation, ne manque pas de renforcer le prestige du socialisme dans les pays dits du »Tiers-Monde«.

Dans cette période d'avancée du mouvement progressiste et révolutionnaire, l'impérialisme en crise essaie de s'adapter, de reprendre, par de nouvelles tactiques et de nouvelles manoeuvres ce qu'il a été contraint d'abandonner.

* * *

De cette analyse découlent nos tâches prioritaires, telles qu'elles découlent de la discussion:

- **Aider au développement des luttes contre les conséquences et les causes de la crise du monde capitaliste;**
- **Soutenir, par une action résolue et permanente, les luttes des travailleurs et des peuples pour leur pleine indépendance politique et économique, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial;**
- **Oeuvrer à la consolidation du processus de détente et de coopération, combattre toutes manoeuvres de l'impérialisme pour entraver ce processus. Agir pour faire entrer véritablement dans la pratique de la vie internationale les principes définis à la Conférence d'Helsinki;**
- **Pour cela, développer la solidarité de lutte des travailleurs;**
- **Etendre et renforcer le processus unitaire en cours.**

* * *

La situation actuelle, telle que nous venons de la définir à ce Conseil Général, suppose un renforcement de la solidarité internationale, elle lui confère de nouvelles qualités.

En ce 30e anniversaire de la FSM, nous pouvons apprécier que la FSM n'a jamais failli à son devoir de solidarité. Elle continue ainsi une longue tradition du mouvement syndical mondial, elle est fidèle aux pionniers du mouvement ouvrier international qui ont eu le mérite de contribuer à forger une conscience de la communauté d'intérêt des travailleurs, de la nécessité de la solidarité de lutte par-delà les frontières.

Aujourd'hui, l'interréaction des différentes composantes de la situation internationale:

- crise économique et lutte des travailleurs des pays capitalistes
- lutte aiguë des pays sous-développés,
- développement de la détente et de la coopération,
- progrès des pays socialistes,
- nouvelles manoeuvres de l'impérialisme et l'activité des sociétes multinationales,

TARİH SOSYAL ARAŞTIRMA VAKFI

crée des ferments nouveaux, donne des raisons plus puissantes sans doute pour une action solidaire des travailleurs et des syndicats du monde, quel que soit le régime politique et économique dans lequel ils exercent leur activité. Il ne peut plus s'agir seulement de formes déclaratives de solidarité, mais toujours plus d'une véritable action commune à l'échelle mondiale. Rassemblant des syndicats agissant dans tous les systèmes sociaux, la FSM devient de plus en plus un instrument privilégié de la solidarité de tous les travailleurs du monde. C'est ce qui est apparu avec force dans ce Conseil Général, en même temps que la volonté de porter cette solidarité à des niveaux supérieurs. Le Conseil Général a apprécié très positivement le développement de l'action de solidarité pour l'Espagne et pour le Chili. Nous sommes parvenus à une qualité nouvelle de la solidarité: celle qui s'exprime dans **l'action de masse** des travailleurs de plusieurs pays en soutien à la lutte des travailleurs d'un autre pays.

Soulevée par les actes ignobles commis par les dictateurs, elle n'est pas une simple réaction à ces actes, mais elle revêt un caractère offensif précis. Elle vise à l'élimination de ces dictatures, elle est aussi avertissement à tous les milieux fascistes qui s'agitent ici ou là.

Nous ne tolèrerons pas, les travailleurs ne tolèreront pas de nouveaux crimes, pas plus que nous ne laisserons faire l'agitation fasciste partout où elle se manifeste. Ce Conseil Général a été une grande manifestation de solidarité avec tous les travailleurs et les peuples du monde en lutte contre la répression.

Des propositions concrètes ont été faites dans la discussion pour améliorer l'activité de la FSM dans ce domaine et qui s'ajoutent à celles proposées dans le rapport d'ouverture, ou déjà en cours de réalisation. Il faut les retenir et les mettre en application. C'est ce que ne manquera pas de faire le secrétariat.

Il en est ainsi notamment:

- de l'organisation d'une délégation de la FSM auprès du Secrétaire Général de l'ONU pour la libération de Luis Corvalan,
- de l'organisation d'un comité de solidarité avec le Chili,
- de la création d'un comité de travail permanent de solidarité sur le Portugal et de la création d'un fonds de solidarité pour le Portugal.

* * *

L'expérience de ces 30 années d'histoire de la FSM montre que le processus unitaire évolue en parallèle avec la situation politique mondiale.

A l'instauration de la guerre froide a correspondu la scission syndicale et de longues années de crise profonde des rapports entre les diverses tendances du mouvement syndical mondial. Puis les progrès de la détente et de la coexistence pacifique ont eu leur répercussion sur les rapports syndicaux qui se sont améliorés au cours des années. Cela n'est pas venu tout seul, mais au milieu d'un intense combat de classe opposant les travailleurs aux monopoles, les peuples à l'impérialisme. Aujourd'hui, nous entrons dans une période nouvelle, où s'établissent les bases d'une coopération internationale et où se consolident les principes de coexistence pacifique.

Dans le même temps, le rapprochement syndical s'accentue. On peut prévoir qu'il est appelé à connaître de nouveaux et importants développements positifs.

Cette unité, qui est en marche, est déjà, et sera encore plus, d'une qualité nouvelle.

Au cours de ces années ,les travailleurs ont acquis de riches expériences, ils se sont affrontés durement avec les monopoles et avec l'impérialisme.

TÜRKİYE GÖSTA... TARİH ARŞİVİ VAKFI

Les idées de collaboration de classe sont en recul, la conscience a grandi que le capitalisme est incapable de résoudre les problèmes de notre temps, les travailleurs et les peuples rejettent de plus en plus sa domination.

Ces faits incontestables, tout comme la juste appréciation du chemin qui reste à parcourir, et des efforts à faire pour vaincre la résistance des monopoles et de l'impérialisme, donnent à penser que l'unité qui se forge sera d'une autre qualité.

Cette présente session du Consil Général sera une puissante contribution pour une nouvelle impulsion de mouvement unitaire. Nos travaux ont été fortement empreints de cette volonté. Nous avens voulu nous adresser solennellement au congrès de la CISL qui va se tenir dans quelques jours à Mexico. **Nous souhaitons sincèrement que le congrès prenne notre lettre et les propositions qu'elle contient en considération.** Nous n'ignorons pas qu'il existe chez certains de nos partenaires de la CISL des hésitations, des interrogations quant à nos motivations unitaires.

Nous sommes uniquement guidés par le souci de renforcer la cohésion des rangs des travailleurs et de leurs syndicats et par la conviction que c'est le seul chemin pour parvenir à la satisfaction de leurs aspirations essentielles.

Nous pouvons avoir des conceptions idéologiques différentes. Ce n'est pas cela qui doit être un obstacle à l'action commune pour les revendications communes. Il y a d'ailleurs dans la FSM une grande diversité de conceptions idéologiques, ce qui n'empêche pas les Centrales adhérentes de trouver des points de convergence, une plate-forme commune. Ce qui compte avant tout, c'est la communauté d'intérêts des travailleurs, qui s'oppose à d'autres intérêts, tels ceux des grands monopoles et de l'impérialisme. Telle est la base du rassemblement des travailleurs dans les syndicats. Par conséquent, dans les rapports entre organisations syndicales internationales, il faut savoir rechercher la communauté d'intérêt des travailleurs, la communaute des revendications entre organisations syndicales.

Nous pouvons trouver des convergences de revendications avec la CISL et avec la CMT. Nous pensons notamment:

- à la défense des droits syndicaux et démocratiques qui sont bafoués par le fascisme et le racisme,
- à l'action contre l'activité néfaste des sociétés multinationales,
- à l'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, tel que l'a défini l'ONU.

Personne ne peut nier l'intérêt de ces revendications pour le monde du travail. De même que la réalité quotidienne nous montre à tous que cela ne s'obtiendra pas sans luttes résolues, puissantes, soutenues. L'efficacité de ces luttes est et sera fonction du degré de cohésion de toutes les composantes du mouvement syndical mondial.

C'est pourquoi notre Conseil Général s'adresse aussi à tous les travailleurs du monde pour qu'ils aident à la réalisation de l'unité sur le plan mondial.

Chers camarades,

Cette session du Conseil Général a précisé un vaste et important programme de travail pour la FSM. Il est vaste mais réaliste. Parce que les possibilités n'ont jamais été aussi grandes pour nous. Nous saurons les exploiter au maximum afin que notre belle et grande Fédération soit toujours plus au service des travailleurs et des grandes causes de l'humanité.

PUSAT PERSATUAN PERBURUHAN

MESSAGES

A LA C. M. T.

Les participants de la 26ème Session du Conseil Général de la FSM adressent leurs fraternelles salutations à la 37ème Session du Conseil Mondial de la CMT.

Notre Conseil Général exprime sa ferme conviction qu'à l'heure actuelle sont plus que jamais nécessaires le développement et le renforcement des relations et actions de nos deux organisations et de tout le mouvement syndical international pour assurer la défense des intérêts majeurs des travailleurs du monde, la lutte solidaire commune aux travailleurs et peuples du Chili, Espagne, Portugal, contre le racisme, contre les conséquences de la crise du système capitaliste et le rôle joué par les sociétés multinationales.

C'est une des conditions essentielles pour s'opposer avec efficacité au développement du chômage, de l'inflation, de la réduction du pouvoir d'achat des salaires, aux attaques contre les libertés syndicales et aux droits démocratiques dans un nombre toujours plus grand de pays.

Plus que jamais, l'action unie du mouvement syndical international devient un impératif pour imposer la mise en vigueur d'un nouvel ordre économique mondial garantissant le droit pour chaque pays de disposer librement de ses ressources naturelles, pour le désarmement et la paix dans le monde.

Nous souhaitons vivement que vos décisions représentent une contribution importante au développement de l'action unie des syndicats et des travailleurs du monde.

Paris, le 9 octobre 1975

ADRESSE DU CONSEIL GENERAL DE LA F. S. M. AUX PARTICIPANTS DU 11ème CONGRES DE LA C. I. S. L. A MEXICO

Chers camarades congressistes,

La 26ème session du Conseil Général de la F. S. M., tenue à Paris du 7 au 9 octobre 1975, a consacré une attention particulière aux grands problèmes auxquels se trouvent confrontés les travailleurs du monde.

Nous savons que votre 11ème Congrès de Mexico, du 17 au 25 octobre, se prépare à une analyse de ces mêmes questions pour lesquelles vous serez conduits à prendre des décisions.

Comme nous, vous ne manquerez pas de constater que des centaines de millions de travailleurs sont victimes des graves conséquences de la crise du système capitaliste avec le développement du chômage, de l'inflation et leur incidence sur le pouvoir d'achat des salaires; que des millions de personnes souffrent de la faim et sont de plus victimes de l'analphabétisme.

Comme nous, vous situerez la grande responsabilité qui incombe aux sociétés multinationales dans les dérèglements de l'économie mondiale, dans la mise en cause de la souveraineté et de l'indépendance économique d'un grand nombre de pays et vous exigerez la mise en ceuvre d'un nouvel ordre économique mondial où chacun sera maitre de ses propres ressources naturelles.

Comme nous, vous condamnerez l'existence de régimes fascistes ou racistes, de la terreur qu'ils font régner dans leurs pays et plus particuliére-

İŞÇİ SOSYAL TÜSTAV TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

ment au Chili et en Espagne en foulant aux pieds les droits fondamentaux de la personne humaine, en procédant à des exécutions d'opposants à leur politique.

Comme nous, vous prendrez des dispositions pour que soient respectées les libertés syndicales et démocratiques sujettes aux attaques permanentes de la part de nombreux gouvernements et des directions d'entreprises.

A plusieurs reprises nos deux organisations ont eu l'occasion de travailler ensemble au sein des institutions spécialisées de l'ONU sur ces questions.

La gravité de la situation et l'indispensable action que doivent mener les travailleurs et leurs syndicats pour y faire face soit dans des luttes de caractère national ou international, soit dans des actions de solidarité ouvrière, seraient plus grandement facilitées et victorieuses si nous prenions ensemble les mesures indispensables pour les engager à l'appel et avec le soutien de nos deux organisations.

Nous sommes pleinement convaincus que par-delà les différences idéologiques qui peuvent exister entre nous, il est possible de trouver la voie du développement des relations de coopération et d'actions conjointes des syndicats dans le monde et de nos deux centrales syndicales internationales.

En s'adressant à vous, notre session du Conseil Général a la profonde conviction de la nécessité de surpasser la contradiction que représente l'évolution positive dans les relations entre les Etats à régimes sociaux différents alors qu'au plan syndical international nous n'avons pas encore été en mesure d'unifier et coordonner nos positions et nos actions pour les porter au niveau des exigences actuelles dans la défense des intérêts primordiaux des travailleurs du monde.

Nous mandatons la direction de la FSM pour qu'elle engage avec la nouvelle direction que vous allez vous donner, toutes les démarches en vue d'aboutir à une entente sur un programme minimum commun capable d'entrainer à l'action toutes les composantes du mouvement syndical international, rendant ainsi plus efficace l'action des travailleurs pour l'aboutissement de leurs légitimes revendications.

Nous avons la conviction que vous étudierez avec attention notre proposition et vous adressons nos fraternelles salutations syndicales.

Enrique PASTORINO
Président de la F. S. M.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

DÉCLARATIONS ET RÉSOLUTIONS

30 ANS DE LUTTE POUR L'UNITE, LE PROGRES SOCIAL, LES LIBERTES ET LA PAIX

Travailleuses et travailleurs du monde,

Il y a 30 ans, le 3 octobre 1945, se concrétisait la constitution de la FSM, première organisation de l'histoire à être vraiment universelle, unitaire, démocratique, de masse et de classe.

Les expériences du passé et les dures épreuves subies par les peuples, conséquences de la montée du fascisme, nous donnent lieu de dire que le fait de la création de la FSM matérialisait les espoirs de millions de travailleurs du monde dans la force de l'unité comme instrument puissant, capable de contenir les forces de la guerre, de la réaction et de l'exploitation.

L'adversaire de classe ne s'y est pas trompé et a tout mis en oeuvre pour tenter d'en limiter la portée en provoquant une nouvelle fois la division syndicale.

Au prix de dures difficultés, résultant de la période de guerre froide, aux côtés de nombreuses autres forces, la FSM, restant fidèle au programme mis sur pied à sa naissance, a joué un rôle déterminant pour empêcher une nouvelle conflagration mondiale et pour que soient garantis et étendus les droits essentiels des travailleurs.

Présente dans tous les lieux où se débattent les intérêts des travailleurs, son attitude conséquente, ses efforts permanents pour l'unité du mouvement syndical international, à laquelle elle n'a jamais renoncé, lui ont donné une audience qui se vérifie par sa présence, son renforcement, dans toutes les parties du monde.

Elle est la seule organisation internationale véritablement universelle, groupant en son sein des organisations de tous les continents quel que soit le régime politique en vigueur dans le pays, inébranlablement solidaire des travailleurs et des peuples dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le fascisme, pour la démocratie, le progrès social, la paix.

Consciente de sa force et des résultats obtenus par son action, et parce qu'elle n'ignore pas l'enjeu de la bataille et les forces de l'adversaire de classe, la FSM a toujours oeuvré et oeuvre pour la réalisation de l'unité syndicale.

A l'heure où s'affirme encore l'agressivité de l'impérialisme dans plusieurs régions du monde, avec la survivance de régimes fascistes et racistes dans plusieurs pays, pour lutter contre les conséquences de la crise du système capitaliste et la politique des Etats, qui tendent à en faire subir les contrecoups aux travailleurs, pour faire face aux ententes interétatiques monopolistes, pour affronter les sociétés multinationales et leur politique d'exploitation à l'échelle mondiale, la réalisation du front uni des travailleurs du monde est un impératif.

Jamais les conditions n'ont été aussi favorables qu'aujourd'hui. C'est en particulier le cas en Europe après l'acte final de la Conférence d'Helsinki sur la Sécurité et la Coopération européenne signé par les représentants de 33 pays ainsi que ceux des Etats-Unis et du Canada.

Des changements importants et positifs s'opèrent dans le monde, se renforcent la confiance et la coopération entre les peuples, se développe le processus de la détente internationale, d'autre part des propositions

concrètes sont avancées pour favoriser le désarmement et pour l'interdiction des expériences nucléaires dans toutes les sphères.

Travailleuses et travailleurs du monde,

Le Conseil Général, réuni en présence de nombreuses organisations non-affiliées, considère que l'entente est possible et nécessaire, que l'unité pour agir efficacement, en vue de l'aboutissement des revendications et des aspirations communes doit se réaliser et se développer.

Nous vous appelons à tout mettre en oeuvre pour que cela devienne l'affaire de tous les syndicats, de tous les travailleurs du monde.

Des résultats positifs sont enregistrés dans la coopération, les relations syndicales entre organisations nationales d'affiliations différentes, des progrès sont intervenus également dans la coopération au sein des organismes de l'ONU entre la FSM, la CISL, la CMT et organisations régionales autonomes.

Ils sont encore insuffisants pour porter la lutte des travailleurs au niveau des exigences actuelles.

La FSM estime que les divergences idéologiques ne sont pas des obstacles insurmontables et qu'il est possible, dans le respect des positions de chacun, de trouver les formes d'une entente, qui peuvent conduire à la formation d'une centrale syndicale internationale groupant tous les syndicats du monde.

Consciente que cela est l'intérêt majeur des travailleurs du monde, elle poursuivra ses efforts dans cette voie, afin de contribuer à la victoire de la cause de la liberté, de la démocratie, du progrès social et de la paix.

Paris, le 9 octobre 1975

DECLARATION SUR LA SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALE

La 26ème Session du Conseil Général de la FSM s'est réunie à Paris, du 7 au 9 octobre 1975.

Dans l'examen des tâches concrètes qui se posent à la FSM et au mouvement syndical international à l'heure actuelle, le Conseil Général a accordé une importance prioritaire aux problèmes concernant le développement de la solidarité internationale.

La situation dans le monde capitaliste, caractérisée par l'aiguisement de la lutte de classes dans tous les domaines, fait passer au premier plan la nécessité d'organiser et de renforcer la solidarité ouvrière internationale dans la lutte commune.

Cette solidarité de combat qui, par-dessus les frontières, unit dans le même effort les syndicats et les travailleurs du monde, est l'expression vivante de leur étroite communauté d'intérêts.

Elle s'étend sur plusieurs domaines de la vie internationale.

* * *

Des événements récents mettent en relief la nécessité d'intensifier la solidarité avec les travailleurs et les peuples en lutte contre le fascisme, contre la répression antiouvrière et anti-démocratique, pour les libertés et les droits démocratiques et syndicaux.

En Espagne, le franquisme, le dernier régime fasciste en Europe vient de commettre de nouveaux crimes. Cinq jeunes antifascistes ont été froidement assassinés, le 27 septembre dernier.

De nouveaux Conseils de guerre sont en préparation, les arrestations se multiplient, une nouvelle vague de terreur fasciste s'abat sur le pays, qui

TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

soulève la plus profonde indignation des travailleurs du monde et l'opinion publique internationale.

Au Chili, la junte fasciste de Pinochet poursuit la répression terroriste contre les travailleurs et le peuple. Défiant l'opinion publique mondiale elle a monté une parodie de procès pour condamner Luis Corvalan, l'éminent dirigeant des travailleurs et du peuple et d'autres responsables de l'Unité Populaire. Ils sont menacés de mort par le seul fait de leur fidélité à la cause de la liberté et de la démocratie.

Les forces contre-révolutionnaires et fascistes agissent ouvertement au Portugal, soutenues par la réaction internationale, dans le but d'entraver le processus démocratique dans ce pays.

Au Brésil, en Uruguay, au Guatémala, en Bolivie, au Paraguay, en Indonésie, en Iran, des régimes dictatoriaux persécutent, incarcèrent, torturent et font assassiner leurs opposants politiques, des dirigeants et des militants syndicaux, foulant aux pieds les droits de l'homme les plus élémentaires.

Dans d'autres pays s'accentuent les tendances autoritaires des gouvernements au service du grand capital, et les attaques contre les libertés et les droits démocratiques et syndicaux s'aggravent.

Cette recrudescence de la répression anti-ouvrière et anti-démocratique, en particulier à Bahrein, Jordanie, Yémen du Nord, Soudan, exige le développement le plus large de la solidarité ouvrière internationale. Le Conseil Général de la FSM appelle à tout mettre en oeuvre à cet égard en intensifiant les actions de soutien aux travailleurs et démocrates dans les conditions et les moyens appropriés à chaque cas concret.

* * *

Dans tous les pays capitalistes, les travailleurs et leurs syndicats mènent un puissant mouvement de grève, empreint de la plus grande combativité, face à l'aggravation de la crise dont le pouvoir de la grande bourgeoisie voudrait leur faire supporter les lourdes conséquences.

La FSM appuie ces luttes de la manière la plus engagée. Elle renforcera encore davantage ses activités de solidarité avec le combat des travailleurs pour leurs revendications économiques et sociales et pour les changements démocratiques face au pouvoir des monopoles. Elle intensifiera, en particulier, ses activités dans tous les domaines contre la politique de surexploitation des sociétés multinationales.

Les pays du Tiers Monde ont entamé une action de grande portée pour la pleine indépendance et la souveraineté politique et économique.

La FSM soutient pleinement leur combat pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, pour mettre un terme aux rapports inégaux entre les puissances capitalistes et les pays sous-développés, aux pratiques néo-colonialistes de l'impérialisme et à la politique de domination et de subversion des grands trusts capitalistes. Cette solidarité de la FSM sera poursuivie et renforcée.

Dans ce même ordre d'idées, la FSM agira notamment pour développer la solidarité avec les mouvements de libération nationale en lutte contre les dernières séquelles du colonialisme, que ce soit à Porto-Rico, au Sahara espagnol et partout où subsistent encore des enclaves d'oppression coloniale, néo-colonialiste et raciste. De nouveaux efforts devront être faits pour intensifier la solidarité internationale à l'égard de la lutte des travailleurs et des peuples de l'Afrique Australe contre l'odieux régime d'apartheid.

L'impérialisme, contraint d'accepter les principes de la coexistence pacifique et de la coopération que lui impose le nouveau rapport de forces dans le monde, n'a rien perdu pour autant de son agressivité.

İMGE ARŞİVİ TÜRK TARİH KURUMU VAKFI

C'est ainsi qu'avec de nouvelles tactiques, il agit pour continuer sa politique d'hégémonie, pour barrer le chemin de la détente et freiner la lutte des peuples pour la démocratie et l'indépendance.

Les forces réactionnaires font tout leur possible pour entraver les négociations sérieuses pour la solution des problèmes internationaux. C'est le cas notamment au Moyen-Orient, à Chypre et en Corée.

De ce fait, subsistent dans le monde des foyers de tension entraînant un danger sérieux de guerre.

Ces peuples doivent pouvoir vivre enfin en paix et disposer de leur indépendance et souveraineté. Ils ont besoin pour cela de la solidarité des travailleurs de tous les pays, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans le monde.

La FSM soutient la cause de ces peuples en lutte, son soutien sera encore accru pour:

- le respect de l'indépendance, de la souveraineté, du statut de non alignement et de l'intégrité territoriale de Chypre, l'application rapide des résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le problème cypriote, notamment sur le retrait de toutes les troupes étrangères, le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers et propriétés dans des conditions de paix et de sécurité;
- le soutien de la lutte des forces patriotiques de Corée du Sud contre le régime fantoche de Pak Jung Hi et l'occupation américaine; pour mettre un terme aux provocations et menaces de guerre américaines contre la République Populaire Démocratique de Corée, pour le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées en Corée du Sud sous le drapeau de l'ONU et pour la réunification du pays dans l'indépendance et la paix.

Les peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos se sont libérés de l'oppression impérialiste par une victoire de portée mondiale. La solidarité des travailleurs et des peuples qui ont contribué à les soutenir dans leur juste combat doit s'exercer maintenant pour les aider à reconstruire leurs pays respectifs ravagés par les longues années de guerre, en vue d'améliorer et d'élever le niveau de vie de leurs peuples. Elle devra s'affirmer également pour exiger des Etats-Unis qu'ils abandonnent leur attitude obstinée empêchant l'admission de la République Démocratique du Vietnam et du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République de Sud Vietnam à l'ONU et en refusant de faire honneur à leur obligation de contribuer à panser les blessures de guerre qu'ils ont causées au Vietnam telle qu'elle a été définie dans les Accords de Paris sur le Vietnam.

* * *

Le Conseil Général de la FSM tout en renouvelant l'engagement solidaire de la FSM à l'égard de tous ces grands problèmes de la solidarité ouvrière, appelle tout le mouvement syndical international à la coopération et à l'unité d'action.

Les syndicats et travailleurs de tous les pays, toutes les centrales syndicales nationales et internationales, ont sur ces questions des options rapprochées et même identiques. Leurs actions unies sont la voie la meilleure pour rendre la mobilisation internationale de solidarité beaucoup plus forte, plus large et plus efficace.

Paris, le 9 octobre 1975

TÜRKİYE DEVRİMCİ İŞÇİ SENDİKALARI KONFEDERASYONU VAKFI

POUR LA MISE EN LIBERTE DE LUIS CORVALAN ET DE TOUS LES DETENUS POLITIQUES CHILIENS

Malgré la réprobation unanime de l'opinion publique mondiale et les résolutions adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'OIT, l'UNESCO et d'autres organismes internationaux, le gouvernement fasciste de Pinochet continue de fouler cyniquement aux pieds les droits et les libertés fondamentaux au Chili.

Dans les prisons et les camps de concentration sont actuellement détenus des milliers de travailleurs et de démocrates, parmi lesquels les membres du Conseil National de la CUT Exequiel Ponce, Mario Navarro, Luis Villena et Jorge Espinosa, Francisco Gomez et Juan Olivares, le président de la Fédération des Travailleurs du Bâtiment, Hector Cuevas, le dirigeant paysan Humberto Vergara, Sara Montes, dirigeante de l'Education et d'autres dirigeants ouvriers.

La junte militaire, acculée par la montée de la lutte des travailleurs et du peuple du Chili et par le puissant mouvement de solidarité internationale, cherche à se maintenir au pouvoir par une politique systématique de terreur et de persécutions.

Dans ce climat d'aggravation de la répression vient de s'ouvrir la parodie de procès de Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste, et d'autres dirigeants de l'Unité Populaire.

Un grave danger de mort menace ce dirigeant du peuple chilien, que la junte militaire veut condamner parce qu'il est un authentique représentant de la classe ouvrière et un symbole de la résistance populaire.

La mobilisation solidaire du mouvement syndical et des forces progressistes du monde doit empêcher le nouveau crime que prépare la junte fasciste, imposer l'annulation du procès et arracher aux griffes du fascisme Luis Corvalan et ses compagnons.

Le Conseil Général de la FSM appelle les travailleurs et syndicats de tous les pays à intensifier leurs protestations auprès du gouvernement de Pinochet, à multiplier et matérialiser leurs actions de boycott, sous le mot d'ordre du mouvement syndical international: »Rien pour les fascistes chiliens.«

Renforçens sans relâche la solidarité morale et matérielle du prolétariat mondial en faveur de la lutte héroïque des travailleurs et du peuple du Chili, pour le rétablissement des libertés démocratiques et syndicales, le respect des droits de l'Homme et la mise en liberté de Luis Corvalan et de tous les détenus politiques!

Vive le combat patriotique du peuple chilien!
Vive la solidarité internationale!

Paris, le 9 octobre 1975

RESOLUTION SUR LE PORTUGAL

La 26ème Session du Conseil Général de la FSM réaffirme à nouveau sa solidarité combative et son fraternel soutien aux travailleurs et au peuple du Portugal en lutte pour assurer le respect et le développement du processus démocratique entraîné par la révolution du 25 avril 1974.

Dans cet esprit, elle salue les diverses actions unitaires engagées par la classe ouvrière portugaise dont la manifestation des métallurgistes à Lisbonne, le 7 octobre, a montré la volonté déterminée des travailleurs à faire face aux forces capitalistes et réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur visant à remettre en cause les acquis sur le plan social et démocratique.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Tous les syndicats, travailleurs, démocrates du monde sont directement concernés par les tentatives réactionnaires au Portugal. L'activité coordonnée des forces de régression sociale et des nostalgiques du fascisme pour briser le processus démocratique dans ce pays doit trouver face à elles l'action solidaire des forces syndicales dépassant leurs différences d'appréciation pour ne retenir que l'urgence de mettre en échec la réaction internationale.

En renouvelant aux travailleurs portugais, à leur mouvement syndical unitaire, l'Intersyndicale, son appui dans ce combat et en les félicitant pour l'importante contribution qu'ils y apportent, la FSM les assure qu'elle poursuit et poursuivra ses efforts pour l'unité dans l'action syndicale internationale en vue des succès du progrès économique, social et démocratique pour le peuple du Portugal.

Paris, le 9 octobre 1975

DECLARATION DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS

Une nouvelle vague de répression s'abat sur le peuple espagnol. Le régime franquiste, dernier bastion du fascisme en Europe, tente de contenir par la terreur la lutte ouvrière et populaire contre la dictature et pour les libertés.

Cinq jeunes antifascistes ont été froidement assassinés le 27 septembre, de nouveaux Conseils de guerre sont en préparation, les arrestations d'opposants au régime se multiplient, en application de la loi d'exception.

Ce crime de Franco a soulevé dans le monde un mouvement de protestation des plus larges et des plus puissants. Des centaines de millions de travailleurs ont manifesté dans tous les pays du monde.

La FSM, la CES, la CISL, ont lancé des mots d'ordre convergents appelant à une action internationale le 2 octobre pour exprimer la condamnation unanime du fascisme et appeler au boycott de l'Espagne franquiste.

Pour la première fois, les organisations syndicales internationales et les centrales nationales de toutes affiliations et autonomes se sont retrouvées ensemble, dans une action commune de la mobilisation solidaire, tant dans les pays capitalistes que dans los pays socialistes.

Le Conseil Général de la FSM salue tous les syndicats et travailleurs de tous les pays qui ont pris part à cette importante mobilisation internationale.

Il renouvelle l'expression de la solidarité militante de la FSM aux Commissions Ouvrières, à toutes les forces démocratiques, à tous les travailleurs et au peuple espagnols, dont la ferme volonté de lutte contre la dictature s'est exprimée une fois de plus, avec un courage exemplaire, par des grèves et manifestations en Espagne, et notamment par la grève générale du Pays Basque.

Le Conseil Général appelle toutes les centrales adhérentes à la FSM à poursuivre et à intensifier encore davantage les actions de solidarité avec la lutte des travailleurs et du peuple espagnols.

Le Conseil Général de la FSM s'adresse aux syndicats de tous les pays, de toutes affiliations et autonomes, qui ont montré dans l'action leur souci commun d'aider les travailleurs et le peuple espagnols dans leur combat antifasciste, en leur demandant d'unir leurs efforts pour donner une nouvelle impulsion à la mobilisation internationale de solidarité. Il renouvelle l'appel à la CISL, à la CMT et à la CES à l'action commune dans cette mobilisation internationale.

HOUSE OF SOCIAL TRADE UNION HISTORIA VAKFI

Poursuivons le boycott sous toutes les formes tendant à isoler le régime franquiste!

Pour bannir le fascisme de toutes les institutions internationales!

Pour la cessation de la répression anti-ouvrière et anti-démocratique en Espagne!

Pour la libération des emprisonnés politiques et syndicaux et l'amnistie totale!

Pour le soutien le plus engagé au combat antifasciste des travailleurs et du peuple espagnols!

Paris, le 9 octobre 1975

RESOLUTION SUR LE PROCHE ET MOYEN-ORIENT

La FSM réaffirme ses positions et son soutien à la juste lutte que mènent les peuples arabes et, notamment, le peuple arabe de Palestine, pour la libération des territoires occupés, la reconnaissance de leurs droits légitimes et leur droit à l'autodétermination, pour l'instauration de leur pouvoir national.

La FSM considère que la lutte des peuples arabes est une lutte commune; c'est pourquoi elle dénonce les tentatives de l'impérialisme et de la réaction visant à diviser la cause arabe et à nier les droits du peuple arabe de Palestine, en réaffirmant que ces tentatives ne peuvent pas conduire à une paix juste et durable sans une solution globale pour la cause palestinienne et les territoires occupés.

La FSM réprouve la conclusion de l'accord égypto-israélien qui bafoue la cause du peuple de Palestine. Elle condamne les manoeuvres de l'impérialisme et de ses alliés, ainsi que les forces réactionnaires au Liban qui représentent la mise en application du plan de l'impérialisme américain visant à récupérer son influence dans la région et à liquider la cause palestinienne et à mettre fin au mouvement de libération nationale arabe.

Paris, le 9 octobre 1975

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ

TÉLÉGRAMMES

A KURT WALDHEIM, SECRETAIRE GENERAL DE L'O. N. U.

«26ème Session Conseil Général FSM indignée par répression sévissant en Indonésie depuis dix ans renouvelle protestation contre emprisonnements et détentions dans camps concentration sans accusations et sans jugement stop exige intervention ONU pour respect droits humains en Indonésie plein exercice des libertés syndicales et démocratiques».

Enrique PASTORINO
Président de la FSM

Pierre GENSOUS
Secrétaire Général
de la FSM

Paris, le 7 octobre 1975

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL, AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS NATIONAL ET AU PRESIDENT DU TRIBUNAL FÉDÉRAL SUPRÊME DU BRÉSIL

«Conseil Général Fédération Syndicale Mondiale réuni à Paris réclame garantie vie Oswaldo Pacheco respect des libertés syndicales établies par conventions 87 et 98 de l'OIT et souscrites par le Brésil la cessation de la répression et des tortures la mise en liberté des prisonniers syndicaux et politiques dans l'esprit de la Charte des Droits de l'Homme des Nations Unies».

Enrique PASTORINO
Président de la FSM

Pierre GENSOUS
Secrétaire Général de la FSM

Paris, le 9 octobre 1975

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

AFFILIATIONS

Au cours de la 26ème session du Conseil Général de la FSM, six demandes d'adhésion ont été ratifiées à l'unanimité par les membres du Conseil Général. Parmi ces adhésions il y a cinq nouvelles organisations syndicales affiliées, à savoir: La Confédération Syndicale des Travailleurs de Colombie (CSTC), la Centrale Nationale des Travailleurs de Panama, la Confédération des Syndicats de l'Ethiopie (CELU), l'Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques (USTV), les Syndicats des Philippines et Départements affiliés (TUPAS), et une organisation qui a opté pour le statut de membre associé, la Fédération Syndicale de Nigéria (NTUF).



TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Verleger: Weltgewerkschaftsbund, Prag I, Namesti Curieovych 1. — Für den Inhalt verantwortlich: Dr. Ludwig Berg. — Druck: Globus, beide Wien XX, Höchstädtplatz 3.